

# **Université de Franche-Comté**

## **Conseil d'Administration**

**Séance du lundi 20 juin 2005**

**PROCES VERBAL  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE L'UNIVERSITE DE FRANCHE-COMTE  
(SEANCE DU 20 JUIN 2005)**

(La séance est ouverte à 14 h 05 sous la présidence de Mme Françoise BÉVALOT,  
Président de l'Université de Franche-Comté)

Présents : 32

Procurations : 7

Collège A :

Monsieur Claude CONDE qui a reçu procuration de Monsieur Serge ORMAUX

Monsieur Hassan MOUNTASSIR

Monsieur Dominique FELLMANN

Monsieur Jean-Denis ROUILLON

Madame Joëlle MILLET

Monsieur Alain BERTHON qui a reçu procuration de Monsieur Jean-François ROBERT

Monsieur Daniel RONDOT

Monsieur Tijani GHARBI

Collège B :

Monsieur Thierry LEBEAUPIN

Monsieur Jean-Claude CHEVAILLER qui a reçu procuration de Monsieur Pascal BERION

Monsieur Gérard DUPUIS qui a reçu procuration de Monsieur Renaud BUEB

Monsieur Philippe ROSSIER

Monsieur Joël BERGER

Monsieur Ronan CHABAUTY

Monsieur Eric CAVALLI

Monsieur Abderrazzak KADMIRI

Madame Gabriele PADBERG

Monsieur Julien BOURGEOIS

Personnel ATOS :

Madame Colette LESAGE

Madame Suzanne REMOND

Madame Elisabeth FLENET

Monsieur Patrick LEFEVRE qui a reçu procuration de Madame Danièle VALFREY

Madame Habiba HARKATE qui a reçu procuration de Monsieur Serge ANDRE  
Madame Agnès CASENOVE

Usagers :

Monsieur David MARISA  
Monsieur Nicolas MARJANOVIC  
Monsieur Guillaume JOLY

Personnalités extérieures :

Monsieur Bernard SOHM qui a reçu procuration de Monsieur Bernard GROSJEAN  
Monsieur BUTZBACH  
Monsieur Sébastien MAIRE  
Madame Antoinette GILLET  
Monsieur Jacques LONCHAMP

Madame le Recteur est représentée par Mme FAURITE.

**Le Président.-** Bonjour à tous.

Je vous propose que nous commençons ce Conseil d'administration de fin d'année universitaire.

Je vous rappelle que l'ensemble du Conseil d'administration est invité à la réunion du 4 juillet qui est une réunion de présentation des grandes lignes de la campagne d'emplois au sujet de laquelle le Conseil d'administration aura à se prononcer en septembre. Vous avez maintenant l'habitude de ce rendez-vous qui est une réunion particulière, il n'y a pas de décisions prises ; c'est une réunion pour laquelle nous invitons les représentants des personnels et des usagers de l'université des trois conseils, ainsi que l'ensemble des membres de la CPE, les directeurs d'unités de recherche, responsables d'écoles doctorales ; il y a une liste classique d'invités. Cette réunion aura lieu le 4 juillet dans l'un des amphis de l'UFR SJEPG.

**1 – Accueil des nouveaux membres du CA élus aux dernières élections partielles et informations sur les résultats de ces élections**

**Le Président.-** Aujourd'hui, nous accueillons des nouveaux membres du Conseil d'administration élus lors des élections partielles du 31 mai. Je re-situe pour votre information le pourquoi de ces élections et j'évoquerai au-delà de ces élections un autre aspect qui est le renouvellement des conseils et l'élection de mon successeur.

Vous savez que nous allons nous trouver dans une situation qui doit se produire rarement, c'est-à-dire que nous renouvellerons le président de l'Université en février et les conseils début mars. Ce qui fait que mon successeur sera amené à travailler avec des conseils qui ne sont pas les conseils qui l'auront élu.

Nous nous sommes interrogés sur les différentes possibilités ; certaines universités ont l'expérience de difficultés liées à des situations comme celle-ci. Nous

n'avons jamais vécu cette situation, je ne peux donc pas dire si cela va provoquer des difficultés chez nous, je n'imagine pas qu'il y aura des difficultés pour ma part, mais pour que les choses soient bien transparentes, nous avons posé la question d'un renouvellement anticipé éventuel des conseils, et si c'était le cas il fallait que nous nous y prenions très tôt. Nous avons interrogé et nous ne pouvions pas renouveler les conseils un mois plus tôt, c'est-à-dire courant janvier, parce que pour cela il fallait que la totalité des membres des trois conseils démissionnent. Nous serions partis dans quelque chose d'absolument ingérable, d'autant plus que certains conseillers ne sont plus là, d'autres ne viennent pas, etc. Nous avons donc privilégié les élections partielles pour qu'au moment de l'élection les conseils qui se prononcent soient parfaitement à jour et nous avons fait un point complet des sièges non pourvus pour différentes raisons, quelques raisons très positives et d'autres très négatives, vous le savez, qui sont indépendantes de la volonté des uns et des autres ; c'est comme cela qu'ont été organisées les élections partielles du 31 mai. Cela fait que pour nous les trois conseils seront complètement à jour pour procéder à cette élection.

Il y a une troisième possibilité qui est apportée, je vous donne donc les trois possibilités, l'une étant éliminée, c'est la démission des membres, parce que matériellement nous ne savons pas le faire.

Il est possible éventuellement de faire nommer un administrateur provisoire un ou deux mois.

Je ne suis pas en train de vous dire qu'il faut faire comme ceci ou comme cela, pour moi les choses sont très claires, les choses s'arrêtent à je ne sais plus quelle date à minuit, ce n'est donc pas du tout par rapport à moi, mais je ne voudrais pas qu'un jour ou l'autre on puisse dire que nous n'avons jamais évoqué cette possibilité. Nous vous informons donc de ces deux possibilités, et je souhaiterais, pour que les choses soient parfaitement transparentes, que vous donniez votre position pour l'une ou l'autre de ces possibilités au mois de septembre, sachant que je suis complètement neutre dans tout cela.

Compte tenu de ce que l'on a vu dans certaines universités, il est vrai que je ne voudrais pas que le Conseil d'administration n'ait jamais envisagé ce cas de figure. Encore une fois, je n'imagine pas de difficultés chez nous.

Je reviens aux élections partielles. Nous avons, du fait de ces élections partielles, des nouveaux membres dans notre Conseil d'administration, vous avez eu les informations concernant ces nouveaux membres avec l'ordre du jour. C'est ainsi que nous accueillons Tijani GHARBI comme représentant du collège A pour le groupe Sciences.

**M. GHARBI.**- Je suis enseignant-chercheur à l'Université de Franche-Comté, bien sûr, en Sciences et Techniques, je travaille au laboratoire d'optique et mon thème de recherche c'est les applications pour le milieu biomédical, les sciences de la vie en général.

J'ai 51 ans, deux enfants.

**Le Président.**- Collège des étudiants Belfort / Montbéliard, nous accueillons Messieurs Guillaume JOLY et Laurent BELMONTE.

**M. JOLY.**- Je suis étudiant en Histoire à Montbéliard.

**Mme PADBERG.-** M. BELMONTE n'est pas là ?

**Le Président.-** Je l'ai appelé.

Au CEVU, nous avons accueilli les nouveaux membres ; pour le Conseil des usagers c'est M. Vladimir DJORDJEVIC.

En Conseil scientifique, l'accueil des nouveaux membres s'est fait la semaine dernière, pour le collège A, secteur Sciences, Thierry MOULIN a été élu, c'est un PUPH spécialiste de neurologie.

Collège B, pour le Conseil scientifique également, M. Louis UCCIANI a été élu, collège C ainsi que M. Rudy CHAULET, collège D, et Mlle Bénédicte REYSSAT.

M. UCCIANI est un spécialiste de philosophie, M. CHAULET et maître de conférences en Espagnol, Mlle Bénédicte REYSSAT est PRAG d'anglais.

Conseil scientifique toujours, Collège des étudiants de troisième cycle, Mme Laetitia PEIFER en Sciences du langage.

**M. MARISA.-** Je souhaite faire une petite intervention à propos de l'élection partielle. Je ne vais pas revenir sur ce qui a été dit en CEVU la semaine dernière où je me suis largement exprimé sur le sujet.

Nous avons quelques griefs sur les élections partielles, nous avons transmis nos revendications à la présidence, à Jean BARRIN notamment, suite à des problèmes de partialité aux élections pour le collège des usagers, nous avons demandé à M. BARRIN qui nous a répondu positivement à ce que le matériel qui était distribué pour information pour les élections soit distribué et affiché par la présidence. Nous avons demandé à ce que les élections soient placées dans un créneau où les étudiants ont cours, ce qui a été délicat pour les élections du 31 mai puisque dans certaines composantes il n'y avait quasiment aucun étudiant.

**Le Président.-** Votre remarque sera inscrite au PV d'aujourd'hui.

## **2 – Approbation du PV du CA du 9 mai 2005**

**Mme PADBERG.-** J'ai une correction à la page 23 où j'aurais parlé de la fusion du Nord Franche-Comté, je ne vois pas ce que l'on peut fusionner, je ne pense donc pas avoir dit cela, j'ai dû dire la situation du Nord Franche-Comté ou le site du Nord Franche-Comté.

**Le Président.-** Y a-t-il d'autres remarques ?

Qui trouve que ses propos ont été un peu déformés dans la prise de notes ?

Qui s'oppose au PV ?

Qui s'abstient ?

**Unanimité.** Merci.

### **3 – Point sur la Loi d’Orientation et de Programmation de la Recherche (LOPR)**

**Le Président.** - Nous avons prévu un point 3 inscrit à l’ordre du jour du Conseil d'administration en prévision d’un texte de loi qui était annoncé pour le 15 juin, pour le moment il n'y a absolument rien de nouveau. Nous avons fait un point lors du Conseil d'administration du 9 mai et les différents textes à notre disposition, à part quelques brouilles, n’ont pas changé par rapport à ce que nous connaissions le 9 mai, nous n’allons donc pas aller au-delà, et comme nous l’avons dit au Conseil scientifique, dès que le texte de loi sera connu nous organiserons immédiatement un Conseil scientifique, mais sans doute également une réunion des trois conseils pour l’analyse de ce texte de loi. Je pense que vous avez vu que ce texte de loi nous était annoncé pour l’automne, je n’imagine donc pas que nous aurons à vous inviter mi-juillet sur ce dossier.

### **4 – Bilan du Service de Formation Continue et orientations**

**Le Président.-** Un bilan qui nous avait été promis par Gérard DUPUY, que l’on avait imaginé un petit peu plus tôt ; pour des raisons que l’on comprend très bien et que l’on partage nous n’avons pas été en mesure de le présenter avant et vous allez comprendre pourquoi quand vous verrez l’importance du travail fait.

Gérard va nous présenter à travers un bilan qu’il a pu réaliser de l’action de Formation Continue quelles sont les orientations qu’ils souhaitent donner à ce service et nous aurons à nous poser également la question des statuts, j’en dirai un mot après.

Gérard, tu as la parole.

Pendant qu’il se prépare, je vous rappelle qu’il est prévu un Conseil restreint aux enseignants, puis aux maîtres de conférences et professeurs, puis aux professeurs. Il nous faut donc rester raisonnables dans le temps du plénier puisque c’est un restreint long bien que le Conseil scientifique ait fait un travail très en profondeur sur ce Conseil d'administration restreint, nous aurons donc à nous prononcer sur les propositions du Conseil Scientifique, nous n’aurons pas à reprendre l’instruction de la totalité des dossiers.

**M. DUPUIS.-** Je vous propose une présentation de la Formation Continue au sein de l’Université de Franche-Comté à travers trois questions :

- Dans quel cadre la Formation Continue se décline-t-elle ?

Nous verrons qu’il y a un cadre législatif et réglementaire, un cadre lié à un marché spécifique et un cadre lié à notre politique d’établissement que l’on déclinera.

Ensuite, j’aborderai le bilan de l’activité Formation Continue de ces quelques dernières années, puis je vous proposerai les orientations qui sont le résultat du travail que nous menons au sein du service et avec les directeurs de composantes, et sur lequel j’aimerais avoir votre avis pour savoir si nous continuons dans cette direction.

- La Formation Continue, dans quel cadre ?

Il faut savoir que la Formation Continue est une des missions prioritaires ou principales de l’Université, ainsi que la recherche, la diffusion des connaissances et la coopération internationale.

La Formation Continue permet à un adulte de reprendre des études, de se mettre en reprise d'études ou d'acquérir des compétences. Pour que cet adulte puisse reprendre des études ou acquérir des compétences, il faut qu'il puisse disposer du temps nécessaire pour cette formation qu'il décide d'articuler avec son projet personnel ou avec son projet professionnel. Il faut qu'il puisse disposer d'une rémunération pendant ce temps et puis il faut qu'ils puissent disposer d'une capacité de prise en charge des frais de formation. Tout cet ensemble représente les compétences du service Formation Continue et en face, nous, Université de Franche-Comté, il faut que l'on puisse proposer une offre qui tienne compte des contraintes que je viens d'évoquer et qui restent dans le cadre de notre politique.

L'Université met en place cette offre dans le cadre de la loi et de la réglementation, dans le cadre du marché que l'on verra tout à l'heure, et puis dans le cadre de sa politique quadriennale.

Le cadre législatif et réglementaire, c'est ce que le législateur appelle la notion de formation tout au long de la vie. Nous verrons tout à l'heure que tout individu a droit à de la formation tout au long de la vie et qu'il existe des mécaniques de prise en charge de ce droit.

La formation tout au long de la vie, c'est la formation initiale pour laquelle tous autant que nous sommes, sommes passés, et nous intervenons pour la plupart d'entre nous, c'est ce qu'on appelle la formation continue ou la formation professionnelle continue aujourd'hui, dans les termes actuels.

Cette formation initiale est régie par le code de l'Éducation Nationale et la formation continue est régie par le code du travail. Aujourd'hui, par le Ministère de l'Éducation Nationale, nous avons un financement qui permet de financer la formation initiale, c'est ce que l'on a à travers le SAN REMO en particulier ou les contrats quadriennaux, et la Formation Continue est régie par le code du travail et doit faire appel à d'autres financements. C'est ce que je disais tout à l'heure, le savoir-faire du service de la formation continue se situe sur cette capacité en particulier à mobiliser éventuellement d'autres financements pour permettre à des adultes d'acquérir d'autres compétences.

J'ai oublié de dire que nos étudiants sont régis par le code du travail. Je reviendrai sur cette dimension fondamentale, chose pour laquelle nous ne sommes pas très bons aujourd'hui.

- Quelle politique de formation des commanditaires ? C'est l'aspect marché.

Deux axes forts : l'insertion professionnelle sur les métiers en tension, c'est une terminologie de l'ANPE mais que l'on reprend assez facilement. Les politiques et les mécaniques de financements vont axer leurs efforts sur cette formation essentiellement orientée vers les diplômes professionnels de niveau 5 et 4, c'est-à-dire les plus bas niveaux. Ce qui veut dire que nous ne sommes pas tout à fait dans la cible. L'effort des politiques, aujourd'hui, est sur les bas niveaux ; la proposition que nous faisons sur le marché est niveau 3, 2 et 1.

Ensuite, il y a l'aide au public en difficulté, formations orientées notamment vers l'élévation du niveau professionnel des publics concernés, ce sont les handicapés, ce sont les femmes seules, les femmes en reprise d'études, etc. Là, de temps en temps, nous avons des mécaniques supplémentaires qui permettent de prendre en charge ces publics.

Voilà pour le marché.

- Quelle politique quadriennale de l'Université ?

Trois axes forts au niveau de notre politique, l'insertion des publics de la formation continue dans les parcours de formations initiales, c'est ce que nous avons appelé la mesure 7 dans le contrat quadriennal : mise en place des exigences du code du travail et des services spécifiques de la formation professionnelle continue. Quelques détails sur ce qu'il y aurait à faire ici ou ce qui est fait un petit peu artisanalement. C'est par exemple la mise en place d'un emploi du temps connu 4 mois à l'avance, cela veut dire que pour une rentrée en septembre les emplois du temps devraient être connus depuis un mois pour pouvoir les donner aux commanditaires, c'est-à-dire les gens qui vont prendre en charge cette formation.

Autre aspect code du travail, c'est connaître l'emploi du temps, c'est-à-dire les heures passées par le bénéficiaire de la Formation Continue quasiment heure par heure, donc cela veut dire un émargement qui tienne la route, qui soit envoyé dans les temps, etc.

Ici, dans les orientations que nous proposons, c'est essayer d'organiser avec le travail des équipes pédagogiques une organisation administrative des formations pour qu'elles puissent répondre le mieux possible à ces contraintes liées au code du travail.

Le deuxième point c'est la valorisation des compétences liées à la recherche, donc formations diplômantes ou non autofinancées s'appuyant sur les domaines d'excellence scientifique de l'université, c'est ce qu'on appelle les DU.

Dernièrement, nous avons travaillé sur la notion de DU, nous avons vu qu'il pouvait y avoir des formations complémentaires à l'Université qui ne soient pas forcément diplômantes mais qui pourraient être ouvertes, elles aussi, à la Formation Continue.

Toujours dans la politique quadriennale de l'université, c'est la prise en compte de la VAE, mise en place d'une organisation efficiente pour traiter la VAE. C'est réellement un outil qui fonctionne bien dans l'esprit des demandeurs de Formation Continue. La VAE permet de valider des acquis d'expérience et donc de se repositionner dans l'échelonnage universitaire et éventuellement de diminuer les parcours diplômants. Cet outil passe bien et fonctionne bien.

Quand je parle d'efficience je fais allusion ici au fait qu'en ce moment on est à la fois saturé par les dossiers des gens qui veulent rentrer en septembre l'année prochaine et des gens qui sont en accompagnement VAE. Il est vrai que le temps pour mettre en place un projet professionnel n'a pas à être cadencé forcément par le temps universitaire, sinon il y a des bouchons puisqu'on a à la fois de la VAE et des inscriptions. Ce sont des choses que l'on pourra améliorer.

- Quel bilan de l'activité Formation Continue de ces dernières années au plan quantitatif et au plan qualitatif ?

Au plan quantitatif, ce sont des courbes et des chiffres. Voilà l'activité du service de la Formation Continue qui est gérée par le service Formation Continue. Il faut savoir qu'ici l'IUT 90 n'est pas géré par le service de la Formation Continue, mais qu'il y a d'autres activités du type de celles du CLA, par exemple, où d'autres formations qui ne sont pas gérées par la Formation Continue.

Ici, dans les enquêtes que nous demande le Ministère, nous devons rendre compte de tout ce qui relève de la reprise d'études, qu'elles soient financées ou pas.

Quand on regarde ce qui se passe dans Apogée, il y a beaucoup de gens qui sont inscrits en reprise d'études non financées et qui ne passent pas par la gestion du service Formation Continue.

Nous avons globalement une baisse, à la fois des effectifs et des recettes, ce sont les recettes au niveau de l'établissement universitaire, tout ce que l'on reçoit est lié à cette activité.

Voici une autre courbe au sujet de laquelle je suis content que la Région soit présente, j'ai représenté les recettes liées à l'activité Formation Continue, et grâce au Conseil Régional nous avons une partie de ces recettes puisque le Conseil Régional finance des places dans nos formations diplômantes. Vous voyez la part du Conseil régional. Nous constatons une baisse en valeur absolue et en pourcentage également, nous sommes partis de 29 %, nous avons eu 36 % en 2001 et nous arrivons à 25 % de financements en 2004 par le Conseil régional.

Ceci pour vous dire que les financeurs et les commanditaires de formations continues sont eux aussi de plus en plus regardants et de plus en plus exigeants, en particulier l'exigence à laquelle je pense c'est que jusqu'à l'an dernier, pour quelqu'un qui faisait 80 % du contrat - je parle en heures - qui avait été payé avec un commanditaire, en général, nous étions payés 100 %. Aujourd'hui, il faut savoir que lorsque la Région nous achète une place dans une licence professionnelle qui fait 550 heures, si l'étudiant ne fait que 549 heures, lui-même sera payé une heure de moins et nous-mêmes nous serons payés une heure de moins. Il y a derrière une notion de suivi qui est relativement difficile et lourde, et il y a des exigences en termes de finances qui sont de plus en plus difficiles aussi.

Ensuite, la situation financière de l'UB 902, c'est codé, en fait c'est le coût du service Formation Continue, donc toujours la courbe des recettes sur laquelle j'ai fait apparaître en mauve la dotation liée au quadriennal et en jaune les coûts que le service prend pour pouvoir fonctionner, ce qui veut dire que tout le reste est redistribué aux composantes qui font de la formation continue. Dans ce coût, ne sont pris en charge que les salaires qui sont à notre charge, c'est-à-dire que nous avons 4 salaires qui sont directement pris en charge par l'Etat, donc si on devait prendre en compte les salaires versés par l'Etat, nous serions assez proches des 400 000 €. Voilà pour le fonctionnement.

Vous avez le nombre de stagiaires de la Formation Continue par composante, le premier est le CNAM qui disparaît en 2001-2002, ensuite vous avez SLHS, SJEPEG, Sciences et Techniques où vous voyez une baisse, les STAPS que l'on ne voit pas partout, etc.

Sur le transparent d'après, j'enlève Médecine-Pharma parce que le gros volume que vous avez vu tout à l'heure en nombre de stagiaires, ce sont des DU qui font quelques dizaines d'heures pour lesquels le service n'a pas le même travail d'accompagnement, c'est un travail qui est beaucoup plus léger.

D'ailleurs, à ce sujet, on pourrait se poser la question de la quote-part que doivent payer les organisations pédagogiques qui gèrent les DU. Le service rendu ou la prestation rendue par le service de la Formation Continue est plus faible dans le cas d'un DU que dans le cas d'un stagiaire dans une formation diplômante. Sur cette courbe, on voit mieux la réalité du travail et je reviendrai sur la remarque que je vais faire tout de suite, dans le service de la Formation Continue, nous avons 4 conseillers qui travaillent dans l'accompagnement et dans la mise en place des parcours pour les individus, c'est

environ 1 200 entretiens qui sont réalisés par ces 4 conseillers pour un résultat de l'ordre de 300 à 350 stagiaires inscrits, c'est à peu près 50 % de temps de ces conseillers. C'est-à-dire que nous avons beaucoup de gens qui viennent recevoir une information, voire un peu plus, un accompagnement au-delà de la simple information, et que l'on ne revoit jamais, qui se nourrissent des informations et s'en vont ailleurs.

Je laisse chaque représentant des composantes regarder le reversement pour chaque composante, vous avez dans l'ordre l'UFR SLHS, l'UFR SJEPG, l'UFR Sciences, l'UFR SMP, l'UFR STAPS, STGI, l'IUT 25, l'IAE, l'IPAG et le CTU. Vous avez l'évolution année par année des reversements qui ont été faits aux différentes composantes.

**Le Président.**- J'avais noté des compléments à cette présentation, tu as évoqué les financements qui arrivent via SAN REMO, depuis l'année dernière le calcul des SAN REMO est beaucoup moins présent pour la Formation Continue, elle y est d'une façon très modeste.

D'autre part, les financements qui arrivent par le quadriennal sont des financements qui doivent être réservés à des actions précises et pas au fonctionnement de la structure.

On évoque les DU de Pharmacie et de Médecine, il serait intéressant de regarder si ces composantes n'ont pas des recrutements de personnels contractuels pour gérer ces DU, auquel cas nous sommes en train de grossir le coût de la gestion de la Formation Continue, et c'est à prendre en compte au-delà du fonctionnement du service, et si ce ne sont pas des contractuels, ce sont des personnels Etat, or les personnels Etat ne peuvent pas prendre en charge la gestion de tous ces DU.

C'est quelque chose d'important à regarder notamment dans les campagnes d'emplois ou dans l'utilisation des emplois IATOS, la gestion des DU ne peut pas apparaître sur une fiche d'emploi d'un personnel titulaire.

La question de la mutualisation se pose sur un prélèvement forfaitaire pour toutes les composantes, on est bien dans l'esprit mutualisation que l'on a toujours voulu développer dans l'établissement, c'est ce que l'on retrouve en mutualisant les réserves, en mutualisant l'amortissement, est-ce que l'on va aussi vers une logique comme cela ? Une composante qui génère une activité de Formation Continue importante, même si elle ne consomme que peu de temps du service de Formation Continue a peut-être la responsabilité d'alimenter le service de Formation Continue du coût du financement. Nous sommes dans la logique que l'on a toujours essayé de développer au sein de l'établissement.

**M. DUPUIS.**- On ne remet pas en cause ces règles de fonctionnement.

Une précision ; ici, je ne fais pas du tout intervenir les recettes liées à SAN REMO, ou à la dotation. La dotation diverse c'est uniquement le quadriennal mais pour lequel on doit justifier le résultat vis-à-vis de l'action sur laquelle on s'est engagé. Ce sont bien les recettes que l'on a facturées auprès de différents commanditaires qui prennent en charge la formation ou d'individus qui ont directement payé leur formation. Donc le SAN REMO ou la Dotation Globale de Fonctionnement ne sont pas du tout ici. Et puis effectivement, les DU, mission leur est donnée d'être en autofinancement, donc normalement ils ne doivent pas, ou alors à condition de rétrocéder les frais, mais ils ne doivent pas utiliser les moyens mis à disposition par l'Etat pour de la formation initiale

ou de la recherche à des fins de DU.

J'en arrive au plan qualitatif sur le fonctionnement du service Formation Continue, donc le service a des missions de conseils auprès des individus et d'administration de leurs dossiers, en particulier des dossiers financiers, et le service formation continue est en relation principalement avec le public bénéficiaire. Quand je vous disais 1 200 entretiens, nous passons énormément de temps dans cette relation, nous passons un petit peu de temps avec la composante, parce qu'effectivement une fois que l'individu va être inscrit c'est un étudiant comme les autres, donc le plus gros de l'action de Formation Continue se passe ici, j'y reviendrai, et puis il y a les commanditaires et prescripteurs, c'est-à-dire les gens qui achètent une place ou qui paient la formation pour untel, nous sommes donc en relation avec ces gens, bien souvent à travers le public bénéficiaire.

D'autre part, nous sommes en relation avec les services centraux de l'université et avec les différents Ministères, l'Éducation Nationale et du Travail, qui nous demandent des enquêtes en particulier.

Toujours au plan qualitatif, qui fait quoi ?

Ce document est très synthétique, on m'a beaucoup donné de conseils en interne dans le service pour mettre plus de choses, j'en suis resté là. La pédagogie se fait dans la composante, je pense qu'il faut bien mettre cela en clair. La conception, la réalisation et la validation de toutes les formations, ainsi que la gestion des candidatures, des inscriptions et des présences dans les formations sont confiées aux composantes.

Ensuite, le conseil et l'administration sont au service Formation Continue, donc l'accueil, le conseil, l'accompagnement et l'administration du public de Formation Continue ainsi que les relations avec les financeurs, conventionnement, facturation, recouvrement sont compris au service Formation Continue. L'activité des conseillers c'est l'entretien, l'accompagnement pour le projet de formation et les administratifs du service font le suivi administratif et financier des dossiers des individus de Formation Continue.

Ce qui est en italique et souligné sont des actions pour lesquelles il y a chevauchement, c'est-à-dire que les conseillers participent à la gestion des candidatures, ainsi que pour les inscriptions et les présences. De la même manière, concernant l'accueil de l'individu de Formation Continue, dans beaucoup de cas le demandeur de formation continue a deux portes d'entrées à l'Université, soit c'est la scolarité de la composante, soit c'est le service de Formation Continue, le problème dans ces deux portes d'entrées possibles et acceptées aujourd'hui, c'est que c'est deux sons de cloches, c'est deux traitements différents, des parcours différents, des tarifs différents.

L'accompagnement et l'administration des publics, là aussi, les deux entités se marchent un peu dessus pour répondre à ces actions.

Ce que je n'ai pas mis dans ces transparents et que j'ai promis à mes conseillers de vous dire, c'est qu'elles participent à la conception des DU, de temps en temps elles font de l'ingénierie de formation, ce qui est une activité qui leur plaît beaucoup en général, n'hésitez donc pas à les solliciter à ce sujet, nous verrons pourquoi.

Maintenant, toujours au plan qualitatif, j'ai envie de faire ressortir 4 éléments du constat, premièrement la composante assure totalement la responsabilité pédagogique, mais aucune prestation spécifique n'est prévue pour les publics de formation professionnelle continue. Je reviendrai sur ce sujet, la loi nous impose que les revenus liés à la formation continue soient affectés à des actions de formation continue,

et pour le moment cet argent est donné à la composante et nous n'avons pas de retour sur l'utilisation de cet argent. Quand je dis qu'aucune prestation spécifique n'est prévue pour les publics de formation professionnelle continue, ça ne veut pas dire qu'il faut faire des actions différentes, mais utilisons ce revenu complémentaire pour améliorer l'organisation en particulier des formations qui reçoivent de la formation professionnelle continue.

Ensuite, le service Formation Continue assure l'administration spécifique, ce que je veux dire c'est qu'un étudiant de Formation Continue est d'abord un étudiant et à ce titre il est géré comme tous les autres étudiants dans la composante. Par contre, il a quelques spécificités et c'est à nous d'intervenir sur ces spécificités. L'étudiant est face à deux responsables, à deux points de vue, pour des problèmes administratifs et financiers. C'est un petit peu ce que je vous disais tout à l'heure, deux portes d'entrées possibles aujourd'hui sont acceptées, ce qui amène à des choses un peu gênantes de temps en temps, surtout quand les gens se retrouvent côte à côte dans le même amphi et qu'il y en a un qui ne paie pas ou peu et l'autre beaucoup, etc.

L'activité du service Formation Continue est beaucoup tournée vers l'orientation des demandeurs, des doublons avec les organismes partenaires, c'est-à-dire que quand je vous dis qu'aujourd'hui nous faisons 1 200 entretiens, il existe au niveau de la Région, parce que c'est de sa responsabilité au niveau de la formation professionnelle continue, des centres d'information, des centres d'orientation, des bilans de compétences, des points relais conseils qui font un travail relativement efficace, de très très bon niveau qui nous rend beaucoup de services et pour lesquels, de temps en temps, nous nous autorisons à faire des doublons. Voilà une petite remarque que j'utiliserai tout à l'heure.

Ensuite, le budget du service Formation Continue est prélevé par un pourcentage des recettes des composantes alors que ses recettes sont constantes, vous l'avez vu tout à l'heure, 230 000 € par an, un peu plus si on compte les salaires des postes d'Etat, et que le service rendu est proportionnel au nombre d'inscrits en Formation Continue.

Ici, je prends l'exemple d'une formation qui a un étudiant à 5 000 €, la composante va recevoir les 5 000 € et à côté de cela une autre composante fait une formation qui a 10 étudiants qui ne paient que 500 €. Les deux vont donc recevoir à peu près la même chose, par contre, une aura à gérer 10 étudiants avec une logistique beaucoup plus lourde, c'est pour cela que c'est un petit peu choquant à ce niveau-là. Ce principe génère une mauvaise perception du service Formation Continue et une répartition indépendante de l'équilibre financier de l'activité formation continue de la composante ; j'aimerais bien que l'on mette en place des réflexions avec les directeurs de composantes en particulier pour l'utilisation de ce revenu complémentaire à des fins d'amélioration de la pédagogie, de l'administration, de l'organisation de ces filières qui accueillent des étudiants en formation continue.

- Quelles orientations ? Je vous rappelle que l'objectif de ma présentation aujourd'hui est de vous faire réagir sur les orientations que je propose pour savoir si je continue dans ce sens, sachant que pour que vous vous engagiez réellement il faudrait que l'on vous propose une déclinaison concrète. Donc si vous me dites d'accord pour ces orientations je vais continuer à travailler et je reviendrai devant vous avec des propositions concrètes.

Quatre axes de progrès :

- L'étudiant de Formation Continue ne voit qu'une seule entité responsable : la composante.

C'est un point qui a heurté ou qui a choqué certains directeurs de composantes, ce que je souhaite dire c'est qu'il est important que l'on se mette à la place de l'étudiant de Formation Continue qui, lui, est habitué par ailleurs dans son monde du travail à rendre compte d'une organisation, à faire des choses comme ça, et nous, ici, il y a un flou qui fait que ce n'est pas très professionnel. J'aimerais donc que l'on se mette bien à la place de cet individu, que l'on dise que le responsable c'est d'abord la composante, sachant que nous, service de Formation Continue, on exécutera les mêmes tâches, peut-être même au même endroit, d'ailleurs, mais sous la responsabilité de la composante. C'est-à-dire que très rapidement j'aimerais que l'étudiant arrive dans la composante, le commanditaire a validé la prise en charge, la composante valide la formation et valide le coût, cela veut dire que l'on va s'organiser pour qu'il n'y ait plus une quinzaine de coûts différents mais qu'il n'y ait plus que deux ou trois coûts par scolarité et que l'on sache pertinemment qu'un étudiant en Formation Continue, c'est tel coût, etc., et qu'ensuite pour le suivi administratif la Formation Continue puisse intervenir derrière.

Je reviendrai sur ce point puisqu'il y a eu des réactions au niveau des directeurs, de mon point de vue ce n'est pas plus de travail en plus mais c'est certainement moins de complications administratives et c'est un meilleur service au niveau de l'étudiant, et ici les tâches restent les mêmes et elles sont affectées aux mêmes personnes, ce qui nous revient, c'est nous qui le ferons mais nous nous déplacerons ou nous répondrons, nous nous organiserons pour que ce soit sous la responsabilité de la composante.

- Deuxième axe de progrès : les formations ouvertes à la formation professionnelle continue sont professionnelles et exclusives de la Formation Permanente.

C'est un peu compliqué et je vais prendre un peu de temps. Ce que j'appelle des formations ouvertes à la formation professionnelle, ce sont les formations dans lesquelles les commanditaires nous ont acheté des places, la Région a fait un appel d'offres en disant quels sont les métiers en tension sur lesquels ils aimeraient augmenter le professionnalisme des individus franc-comtois, nous, nous avons présenté à cet appel d'offres 17 formations diplômantes pour 79 places. Nous aurons le résultat le 1<sup>er</sup> juillet, je crois. Ce sont donc des formations dans lesquelles la Région est prête à payer pour que des gens viennent. Aujourd'hui, on va trouver 3 ou 4 cas de figures dans ces formations, on va trouver des gens qui sont pris en charge par la Région et qui vont payer par exemple les 3 000 € du tarif, on va trouver des gens qui ont le même profil mais qui ne sont plus pris en charge parce que la Région va prendre 5 places, par exemple, donc le 6<sup>ème</sup> va payer 500 €, puisque la Région a dimensionné à 5 places les besoins de la Région, et puis il va y avoir celui qui arrive un peu naïvement par la porte de la composante et qui ne va rien payer du tout parce qu'on va le considérer comme formation permanente, c'est le terme utilisé actuellement, cela veut dire reprise d'études non financées.

Qu'il y ait des gens en formation permanente qui paient rien du tout, qui sont en reprise d'études, c'est-à-dire qu'ils ont déjà travaillé et qu'ils veulent se former dans des formations pour lesquelles les commanditaires n'interviennent pas, je ne vois aucun inconvénient à ce que ces gens soient considérés comme formation permanente,

mais là où c'est plus embêtant vis-à-vis des justifications des fonds que l'on nous donne, c'est quand on va faire côtoyer dans une formation des gens qui paient 3 000 € parce que la Région prend en charge et des gens qui ont le même profil qui paient 0 €.

Aujourd'hui, nous devons rendre des comptes au FSE, à la Région ainsi qu'au Fongecif qui est présent ici, comment expliquer à ces gens que parce qu'ils sont pris en charge par leur organisme on leur fait payer 3 000 € et le même qui n'est pas pris en charge payera zéro. Cela est un petit peu difficile, et tout à l'heure Françoise a vu un document qui s'appelle « Cour des Comptes » et effectivement, quatre universités sont interrogées par la Cour des Comptes et c'est une des questions posées par la Cour des Comptes : quelle est la justification juridique de la différence de tarifs au niveau de la Formation Continue ? Il n'y en a pas.

- Troisième organisation : une organisation interne du domaine de la formation continue écrite, diffusée, évaluée, c'est quelque chose sur laquelle je travaille et pour laquelle je vous donnerai rapidement une suite, c'est mettre en place des statuts en particulier du service Formation Continue comme nous l'impose notre statut de l'université, notre règlement intérieur, et la loi. La loi demande, quand il y a un service de Formation Continue, qu'il y ait des statuts. L'esprit de ces statuts est déjà de clarifier un peu notre fonctionnement, c'est de clarifier les missions du service de Formation Continue, et c'est de mettre en place un Conseil de la Formation Continue. L'esprit de ce Conseil de la Formation Continue est déjà de pouvoir travailler un petit peu sur ces orientations, donc il y aura d'abord des personnes internes à l'Université que sont les représentants de l'équipe dirigeante et les directeurs de composantes puisque les composantes vont accueillir de la formation continue et c'est eux qui sont aux premières lignes de la réflexion, donc ce sera la partie publique interne à l'université, et une deuxième partie qui sera les représentants de toutes les entités partenaires qui participent au niveau régional à la formation professionnelle continue, de la DRTEFP jusqu'au OPCA et ANPE qui seraient représentés dans ce Conseil de formation avec le souci de bien représenter le Nord Franche-Comté parce que ce que je veux faire apparaître ici c'est que la Formation Continue a pour client les individus, et il faut savoir que Belfort / Montbéliard c'est 300 000 personnes et 250 000 personnes pour Besançon. L'action formation continue doit donc prendre en compte aussi le public Nord Franche-Comté, et vous verrez qu'un des critères dans la mise en place du Conseil c'est une prise en compte du Nord Franche-Comté.

- Le point 4 : une répartition des recettes de la Formation Continue après déduction des coûts de fonctionnement du service de Formation Continue et de la contribution aux fonctions centrales, c'est-à-dire que dans ce que j'ai enlevé du coût du service il y a aussi ce que nous reversons aux fonctions centrales, dépendre de l'équilibre financier de l'activité, voire d'objectifs fixés par l'université. Si l'université nous dit qu'elle voudrait mettre en place une démarche très efficiente en VAE avec des moyens derrières, on peut prendre les moyens sur les recettes qui sont là. Si on a une politique Formation Continue de communication ou de professionnalisation comme je le disais tout à l'heure, à savoir que les emplois du temps sont respectés, sont mis en place suffisamment tôt, les émargements sont faits d'une manière correcte et envoyés à temps, etc., cela veut dire des moyens à mettre derrière et on peut utiliser les recettes de la Formation.

Voici l'organisation que je propose au niveau du service de la Formation Continue, en fait c'est une reprise des axes dont je vous ai parlé, le service Formation

Continue va plutôt être en appui et assistance, en conseil, en ingénierie des formations auprès des composantes, sachant qu'actuellement le plus gros de notre activité est de recevoir le public bénéficiaire, ce public qui signe réellement des contrats chez nous, c'est 300 personnes par an, et je prends le pari, et nous pourrions en discuter, que si je diminue par deux le temps des conseillers sur cette action, j'aurai quand même 300 personnes par an parce que les personnes qui sont intéressées par notre prestation ne peuvent pas la trouver ailleurs.

Par contre, soyons présents auprès des composantes quand elles reçoivent des individus, et soyons présents auprès des commanditaires pour que ceux-ci nous connaissent et que nous connaissions mieux leurs exigences. Quand je vous dis que le code du travail impose que l'emploi du temps soit connu 4 mois avant, je ne l'ai pas inventé, ce sont bien les commanditaires qui me l'ont dit, et lorsqu'on n'a pas ça, il y a des pénalités, ou on ne peut pas rentrer en formation, etc., alors qu'il suffirait qu'il y ait cela pour que tout se fasse de manière beaucoup plus simple.

Si vous avez des questions par rapport à cela, je suis à votre disposition.

Je pense que vous avez bien compris que la première chose à faire est de mettre en place les statuts pour pouvoir réunir ce Conseil de la Formation Continue qui, lui, pourra éventuellement décliner la dimension pratique, le comment fait-on de ces différentes orientations.

Merci à vous.

**Le Président.**- Merci Gérard pour cette présentation. Je t'avais dit une demi-heure et tu n'as débordé que de 2 minutes, donc bravo !

Première question sur le premier point : l'étudiant de Formation Continue ne voit qu'une seule entité responsable : la composante. Qui, dans les composantes, assure ce travail et sur quel support ?

Les formations ouvertes à la formation professionnelle continue sont professionnelles et exclusives de la formation permanente. Tu as abordé la question des coûts des diplômes, chaque étudiant de Formation Continue représente un coût de formation. Je vous rappelle qu'ils ne sont pas pris en compte dans le SAN REMO, donc c'est un coût pour l'établissement. L'étudiant, qu'il soit financé par le Fongécif ou qu'il soit financé dans le cadre de la Région ou qu'il vienne de sa poche, ne dépense rien, ou pas grand-chose. Cela veut dire que s'il ne vient pas par le Fongécif, pas par la Région, il y a quelqu'un qui paie sa formation, et pour le moment c'est l'Université.

**M. DUPUIS.**- 220 000 €.

Le coût d'une licence pro est d'à peu près 3 000 €, soit il est inscrit au titre de la Région et on reçoit les 3 000 €, soit il est inscrit au titre du fongécif et on reçoit les 3 000 €, soit il n'est pas financé et en général on lui demande 500 €. Le manque à gagner ou la participation de l'université pour que cela puisse fonctionner, sur les 300 inscrits en 2004-2005, c'est 220 000 €. L'université pallie donc les dysfonctionnements qui normalement sont mis en place par l'Etat pour prendre en charge ces formations, donc nous, université, nous pallions à hauteur de 200 000 €, et j'ai envie que cela apparaisse.

Aujourd'hui, quand on inscrit quelqu'un à 500 € alors que l'on sait que cela nous coûte 3 000 €, il y a... je n'ose pas l'appeler un manque à gagner parce que ce n'est pas le terme qui va, mais il y a une participation de l'université qui est prise sur

d'autres ressources, c'est-à-dire que l'Etat nous donne des moyens pour fonctionner en formation initiale et en recherche, mais en principe ne donne pas les moyens pour fonctionner en formation continue ou nous dit « *Débrouillez-vous, il existe des mécaniques de financement.* »

Éventuellement, on peut aller plus loin, on peut dire chaque année au niveau du CA que l'enveloppe sur laquelle l'université fait un effort pour pallier ce dysfonctionnement social est à hauteur de 200 000 € ou de 100 000 €, et quand l'enveloppe est finie on arrête de prendre des gens à ce niveau-là.

**Le Président.-** L'étudiant, quelle que soit sa situation, paie toujours la même chose sur ses propres deniers, il y a toujours quelqu'un qui paie le coût de la formation.

**M. DUPUIS.-** C'est pour cela que c'est une enveloppe que l'on peut fixer a priori, c'est-à-dire que dans un budget l'université prend en charge jusqu'à cette hauteur-là.

**Le Président.-** Sur la question des statuts, le service de Formation Continue est un service commun, donc on a des statuts types pour les services communs ; pour diverses raisons le Conseil n'a pas été mis en place mais il y a un Conseil de service commun. Nous allons te donner officiellement mission pour préparer ces statuts, mais à mon avis il n'y a pas de statuts particuliers, ou peut-être dans l'invitation des membres extérieurs qui ont un profil particulier, mais dans les grandes lignes : un Conseil, un rendu d'activité et un projet présenté devant le CA, on est vraiment dans une structure de service commun. Il faudra donc que tu rédiges quelque chose avec cela.

**M. DUPUIS.-** Je vous ai fait passer un texte.

**Mme FLENET.-** J'ai deux questions.

Concernant les statuts, tel que tu l'as présenté, ce qui me gênait un peu c'est qu'il y avait des représentants des UFR mais il n'y avait plus de représentants des conseils. Je pense qu'il ne faut pas les oublier, je ne sais pas ce qu'il en est dans les statuts des services communs. Il est important que les conseils de l'université et non pas des UFR soient représentés.

Deuxièmement, nous en avons déjà discuté, je suis un peu gênée quand on dit que tout le monde doit payer la même chose...

**M. DUPUIS.-** Je n'ai pas dit cela, j'ai tenu compte des discussions que nous avons eues.

**Mme FLENET.-** Je vais expliquer quand même. Entre autre, il y a très peu de prises en charge des formations pour les agents des services publics par rapport aux entreprises qui ont des organismes qui prennent cela en charge. Je crois qu'il faut qu'on en tienne compte, on a d'ailleurs des exemples à l'université de contractuels à qui nous avons refusé de financer des formations permanentes parce qu'ils étaient contractuels et qu'ils n'avaient pas d'engagement à rester à l'université. Ces gens-là

n'ont pas de financement, donc je ne vois pas comment ils pourraient payer l'équivalent de ce que paie la Région ou le Fongécif.

Je pense que c'est un aspect à prendre en compte, et il y a peut-être d'autres publics que je ne connais pas qui sont dans le même cas de figure.

**Le Président.-** Quand il a été décidé d'avoir un coût moindre dans ces cas, quand vraiment les gens venaient à titre individuel, nous avons bien dit que l'université jouait son rôle social et prenait en charge, donc il y a bien quelqu'un qui paie, c'était un choix de l'université qui avait été fait en toute connaissance de cause quand le Conseil d'administration a voté les tarifs, donc cette dimension sociale était bien une volonté, donc il faudra la retrouver là.

Ensuite, la question est posée sur la formation permanente de l'université, l'université a une enveloppe de formation permanente, elle peut avoir, comme quelqu'un de l'extérieur qui nécessite, qui mobilise, une formation continue pour un personnel et à ce moment-là, c'est la formation permanente qui prend en charge pour l'UFR ou pour le service le coût de la formation.

**M. DUPUIS.-** Je veux bien répondre à Elisabeth. Il est vrai qu'aujourd'hui j'ai entendu ce qu'Elisabeth et d'autres m'ont dit à ce sujet et c'est vrai que l'on va continuer à vivre avec ces habitudes universitaires, mais cela va être discuté et il faut clarifier de toute façon à travers les travaux que l'on pourra mener au niveau de ce Conseil de la Formation Continue.

Mais je voudrais quand même faire une remarque. Aujourd'hui, la loi nous dit que tout individu a droit à de la formation professionnelle continue, l'Etat met en place des mécanismes de prise en charge de cette formation continue, l'ANPE prend en charge, la Région prend en charge, les Fongécifs prennent en charge. Ce cas de figure du demandeur d'emploi qui voudrait se former dans ce que l'ANPE appelle les métiers en tension, aujourd'hui, en Franche-Comté, qui sont les métiers de bouche, l'hôtellerie et le bâtiment, si une personne veut entrer dans ces formations, tous ses frais de formation sont pris en charge.

Maintenant, la même personne ne veut pas aller dans ces métiers, parce que le budget est limité, à partir du moment où le budget est limité, que ce soient le Fongécif, l'ANPE ou la Région, ces organismes vont hiérarchiser leurs priorités. Donc je reprends : il y a bien un droit à la formation, il y a des mécanismes de financements, ces mécanismes sont limités donc il y a une hiérarchisation et tout le monde y a droit. Maintenant, ce demandeur d'emploi veut faire une licence pro chez nous qui n'est pas financée, est-ce que c'est à nous de pallier ? Je dis oui, mais c'est bien la question qu'il faut se poser. Est-ce que c'est à nous, université, de pallier la non prise en charge de certaines formations sachant que par ailleurs si ce même individu avait choisi les métiers de bouche, de l'hôtellerie ou du bâtiment, il aurait été pris en charge complètement. C'est la question qu'il faut se poser.

Maintenant, il y a une habitude universitaire qui fait que nous prenons en charge et je ne remets pas en cause cette prise en charge.

Par contre, concernant les formations professionnelles qui sont exclusives de la formation permanente, dès que la Région, le Fongécif ou un organisme commanditaire nous dit qu'il paie une place dans cette formation-là, vis-à-vis de ce financeur, je me vois mal dire que j'accepte aussi les gens qui ne paient absolument rien

donc on ne prend pas en charge. C'est-à-dire que nous allons mettre en place cette formation professionnelle ou professionnalisante un dispositif pour professionnaliser cette formation à travers l'emploi du temps, un émargement, un suivi pédagogique, etc., et il faut qu'il y ait une cohérence dans la justification des coûts.

**Le Président.-** Cela pose un certain nombre de questions.

**M. DUPUIS.-** Tout à fait, je pose les questions, mais je n'ai pas les réponses, il faut en discuter en conseil.

**Le Président.-** Ce qu'il y a de réel, j'en reviens au point 1, c'est que dans tous les cas il faut bien identifier l'étudiant de Formation Continue, parce qu'il y a beaucoup de possibilités, et c'est un petit peu ma crainte quand tu dis qu'un personnel ne connaît qu'une porte d'entrée qui est la composante, est-ce que les composantes auront le temps et le personnel pour aider le plus possible la personne à trouver un financement pour sa formation et est-ce qu'on ne va pas aller, comme c'est souvent le cas, au plus simple et dire que c'est trop compliqué et l'inscrire en formation initiale ?

Il y a un ensemble de questions.

**Mme FLENET.-** Ce qui me gêne dans ce système c'est que finalement ce sont les commanditaires qui vont décider quelles formations nous allons pouvoir ouvrir aux gens.

J'ai entendu ce matin à la radio quelqu'un qui a fait des études d'ingénieur, il a fait un prêt pour financer ses études, il a fait 5 années d'ingénieur pour pouvoir rembourser ce prêt et il veut faire une reconversion pour devenir enseignant, là, ce n'est pas pris en charge par la formation professionnelle.

**Le Président.-** Si.

**Mme FLENET.-** Mais financé par le Fongécif, et si le Fongécif décide que maintenant il finance les formations d'enseignants, ça veut dire que l'on ne peut plus ouvrir les formations d'enseignants au coût standard, les gens seront obligés de payer le même coût que le Fongécif, la Région, etc.

On va dans un système qui pose des questions.

**M. DUPUIS.-** Ton exemple est gênant, je n'ai pas de réponse. Par contre, quand tu dis que ce sont les commanditaires qui décident quelles formations professionnalisantes – il faudrait trouver un autre mot – oui, effectivement, cette partie de l'activité Formation Continue est une activité marchande et, à partir de là, nous sommes au service des commanditaires, soit ils achètent, soit ils n'achètent pas. Après, sur les autres on peut garder notre habitude, mais sur les formations que l'on dit mettre au service de ces commanditaires, il faut que l'on joue le jeu.

**Mme FLENET.-** Sauf que l'on ne décide pas du périmètre.

**M. DUPUIS.-** Tout à fait, mais il faut l'accepter.

**Mme GILLET.-** Je ne suis pas d'accord quand vous dites que vous ne discutez pas du périmètre parce qu'il y a actuellement l'élaboration du plan régional des formations que l'Etat nous demande nous, Région, d'organiser, mais qui concerne toutes les formations initiales et continues professionnelles du territoire franc-comtois. Cela fait 3 mois maintenant que nous concertons tous les acteurs et que l'Université est invitée systématiquement en continu à la réflexion des formations sectorielles et aux réflexions territoriales. Ce qui va être élaboré et présenté en septembre sera soit l'expression de ce que l'université pense de la formation et de la façon dont elle s'implique dans ce programme, ou si c'est sans elle, j'allais dire que ce ne sera pas du fait des commanditaires, mais de la non-présence de l'université à ce temps de concertation.

Pour cela, nous avons eu la semaine dernière une réflexion sur le tertiaire supérieur où il y avait sur 80 personnes dans la salle un représentant de l'Université de Montbéliard, ce qui est bien, il peut s'exprimer au nom de l'université toute entière, n'empêche que les questions ont été fortes concernant les besoins en formation de personnel administratif, ce que vous disiez, d'enseignants, on sait que le vieillissement de la population va renouveler tout un volet professionnel dans deux ans et on attend de très fortes demandes, nous, Région, la mobilisation de l'université pour que cette pensée soit vraiment une pensée commune et si jamais vous n'avez pas le temps de venir aux réunions il y a un site au Conseil Régional et je ne saurais trop vous demander de l'ouvrir et de dire ce que vous pensez des formations qui vous semblent utiles dans les 6 ans qui viennent en Franche-Comté.

**Le Président.-** Il est vrai que nous sommes invités dans toutes les réunions, je pense qu'il y a quelquefois des problèmes d'agenda.

**Mme GILLET.-** Ce que je veux dire c'est qu'on ne peut pas dire que c'est le commanditaire qui décide, ce n'est pas vrai, le commanditaire proposera ce qui lui aura été suggéré dans une concertation large.

**M. DUPUIS.-** Je souhaite dire que ce n'est pas gênant que ce soit le commanditaire qui décide, nous, nous sommes réellement dans une situation de sous-traitant. Nous avons une offre de formations, nous y intégrons les demandes de la Région ou pas si nous avons l'argumentation. Nous avons une offre de formations qui est ce qu'elle est, ensuite par rapport à ce qui intéresse les commanditaires ou pas, après nous jouons le jeu.

Il est intéressant que l'on soit présent dans ces réflexions pour connaître la température sur ces métiers en tension qui seront aidés, mais ce n'est pas cela qui va faire notre politique de formation puisqu'elle dépend de bien autre chose, par contre, une fois que l'on sait que telle formation est demandée par tel commanditaire, à nous de la professionnaliser, de la mettre sur ce marché potentiel pour accepter le plus possible de gens ou pour répondre le mieux possible à ces commanditaires.

Par contre, tu as raison, Élisabeth, la conséquence de cela, c'est que chaque année on va dire cette année, par exemple, la licence de Maths elle est avec formation continue professionnelle.

**Le Président.-** Elle l'est par définition.

**M. DUPUIS.-** Oui, mais elle n'a pas toujours des gens qui sont payés par le Fongécif, donc on n'a pas une exigence liée au code du travail. C'est surtout cela, en fait, c'est qu'à partir du moment où on a des gens qui sont payés par le Fongécif, dans cette formation nous avons des exigences imposées pas le code du travail.

**Le Président.-** La question posée à travers l'intervention d'Antoinette GILLET c'est très concrètement comment peut-on assurer, avec un groupe de personnes, une présence dans ces différentes réunions et au-delà de ça, comment la personne qui va être présente va bien s'exprimer au nom de ce qui est décidé ici et ne va pas intervenir à titre personnel.

Ce n'est pas traité ici mais c'est bien la question qui est posée ici. Ce n'est pas une même personne qui peut être partout mais on peut avoir plusieurs personnes qui partagent la même conviction.

**M. DUPUIS.-** Je pense que nous sommes réellement en deuxième phase. Je pense qu'effectivement il faut que nous soyons présents, mais ce n'est pas une priorité absolue, on essaie de se partager chaque fois que l'on peut. Une fois que ce premier travail préliminaire de définition des formations ou des priorités en termes de formations est défini, il faut que nous soyons présents pour dire que là nous savons répondre, là, on peut essayer de répondre parce que telle et telle conjoncture, et puis là, on ne répondra jamais parce que ce n'est pas notre travail.

**M. BERGER.-** J'avais plusieurs remarques qui n'étaient pas à la même hauteur que celles que nous venons d'entendre mais ce que je viens d'entendre m'intéresse beaucoup.

En fait, nos formations qui sont des formations diplômantes de diplômes nationaux sont toutes ouvertes à la formation continue.

**M. DUPUIS.-** Tout à fait, toute notre offre est ouverte à la Formation Continue.

**M. BERGER.-** Alors, bien entendu, il n'y a pas d'étudiants en Formation Continue dans tous les diplômes que nous proposons mais cela ne nous choque pas.

Par contre, pour revenir sur les questions qui étaient posées, si on va – et pourquoi pas – vers le fait qu'un étudiant ait une seule porte d'entrée à l'université et qu'il trouve toute l'information première à un endroit qui serait la scolarité d'une composante, puisque tu disais que vous aviez 1 200 entretiens par année au service de Formation Continue, cela signifierait que nous allons dispatcher ces entretiens dans les quelques scolarités que nous avons dans les composantes.

Alors soit on n'a rien à faire dans les scolarités dans nos composantes, ce que je ne crois pas, soit on aura du mal à assurer ces entretiens qui représentent la moitié du travail que font vos conseillers.

J'exagère un petit peu, bien entendu, mais c'est un peu exprès pour montrer que ce n'est pas innocent de faire un transfert comme cela d'accueil, ou d'abord il s'agit que les gens soient formés ou alors il y a un transfert de personnels. Peut-être que l'on va vers un transfert de personnel de Formation Continue qui seront présents dans les services de scolarité au moment où les étudiants viennent prendre des

informations et qu'il puisse leur être donné toutes les informations nécessaires, que ce soit pour une formation classique initiale ou pour une formation continue, mais ça ne peut pas être à coût ou à moyen constants dans les services de scolarité, il ne serait pas raisonnable de le penser aujourd'hui.

La deuxième intervention que je souhaite faire c'est concernant le retour des financements de la Formation Continue vers les composantes où vers les endroits des composantes qui ont à gérer des étudiants de Formation Continue, il y a un travail complémentaire c'est évident, il y a un coût supplémentaire et ça demande à ce qu'il soit bien fait l'évaluation du coût d'un étudiant en formation tout court et en formation continue aussi.

Quand on voit les tarifs qui ont été faits cette année, est-ce qu'ils seront remis en cause ? Est-ce que la manière de faire sera remise en cause ? Je ne sais pas, mais je m'interroge.

Je ne suis pas a priori favorable comme cela sauf à bien rediscuter et à regarder les choses et à ce que l'on dise qu'on accepte des formations continues, cela coûte - j'exagère – 500 000 € par an, et dans l'argent qui arrive à l'université on prend d'abord 500 000 € et on voit après ce qu'il reste. C'est, à mon sens, une mauvaise manière de fonctionner. Celle d'aujourd'hui avec une « ponction » en pourcentage n'est pas très bonne non plus. Je pense qu'il faut imaginer un système qui soit encore différent, me semble-t-il, il ne s'agit pas de donner simplement une enveloppe grosse ou pas, comme cela, à un service sans qu'il rende compte de ce qu'il a à faire parce que ça dépend quand même du nombre d'étudiants qui viennent là, le travail dépend du nombre de personnes qui sont à gérer, nécessairement.

**M. LONCHAMP.**- Dans le cadre de ce débat, je rappelle qu'en mai 2004 une loi sur la formation continue était passée, elle est historique puisqu'elle s'appuyait sur un accord international interprofessionnel et elle a été signée par les 8 partenaires sociaux, 3 organisations interpatronales et 5 salariées.

Ce qui m'intéresse aujourd'hui c'est de savoir comment l'université prend en compte cette loi sur la formation continue au niveau du droit individuel de la formation, la professionnalisation ou la réaffirmation de la validation des acquis de l'expérience. Je n'ai pas l'impression qu'il y ait une grande différence entre avant la loi et après la loi.

Elle n'a peut-être qu'un an, on va donc attendre les effets, mais quelles décisions, quelles orientations compte prendre l'Université de Franche-Comté sur cette formation continue qui change beaucoup de choses par rapport à avant puisque la formation tout au long de la vie prend justement tout son sens, c'est-à-dire que l'on pourra venir à l'université pour suivre un DU ou des modules de formation de 60 ou 80 heures comme le fait Pharmacie ou au niveau qualité par exemple, on ne sent pas les modularisations de formations qui seraient plus adaptées au public salarié et actif qu'aux formations initiales.

Est-ce qu'il y aura un débat de fond à l'Université de Franche-Comté ou est-ce que l'on considère que l'on continue comme avant ?

**Le Président.**- Votre intervention rapproche tout à fait la réflexion que nous avons déjà eue, il me semblait que c'était dans cette salle mais ma mémoire me fait peut-être défaut, sur la place du LMD et l'accès à la formation tout au long de la vie

grâce à la mise en place du LMD en cohérence avec la loi que vous évoquez. Il y avait d'ailleurs eu une journée spécifique tenue sur la mise en place de cette loi, et la modularisation telle que le LMD nous demande d'organiser la formation nous permet de proposer un parcours terriblement individualisé. Et ça, je suis d'accord avec vous, dans la pratique c'est un petit peu différent.

Sur le principe, je pense que réellement le LMD dans son organisation, plus difficilement dans sa mise en œuvre, doit permettre cet accès à des modules, à des unités d'enseignement avec des compléments de formations que les personnes viennent chercher avant de repartir dans la vie active, il doit donc permettre une grande souplesse.

Ceci dit, l'organisation que nous avons au quotidien ne permet pas forcément que les personnes viennent chercher tel ou tel module qui tombe tel jour à telle heure et en dehors de tel jour à telle heure il est impossible de suivre ces modules, et là, c'est bien le pari dans lequel on se trouve, c'est d'utiliser cette organisation fortement modularisée pour permettre un parcours individuel, que l'étudiant soit de formation initiale ou de formation continue. Cela demande une réflexion au niveau de la mise en œuvre des formations, au niveau des composantes, cela demande également un changement de culture chez l'enseignant, chez le responsable de diplôme parce que l'enseignant qui arrive de l'autre bout de la France, qui prend le TGV de telle heure, et qui veut repartir à telle heure, veut automatiquement que son cours soit dans la même salle tout au long de l'année. Dans ces conditions, nous aurons du mal à répondre à ces engagements. C'est d'ailleurs un problème qui est posé également au niveau de la formation initiale, parce qu'on permet une grande souplesse même à l'étudiant de formation initiale pour qu'il organise son parcours dans une offre de formations, un parcours individualisé, et actuellement on ne sait pas le mettre en œuvre.

Mais là, vous posez la vraie question. Nous sommes bien sur une philosophie qui permet et une pratique qui ne permet pas.

**M. DUPUIS.**- Il est vrai que cette loi de 2004 est relativement complexe et met en très grande difficulté les formations universitaires qui sont des formations longues, c'est-à-dire qu'aujourd'hui la nouvelle loi présentera d'énormes difficultés pour financer une formation qui fasse 500 heures, et à ce titre il nous faudra mettre en place des articulations pédagogiques au niveau des composantes, et nous avons réfléchi dernièrement sur un outil qui pourra nous aider, hormis la VAE qui est un outil à « tricoter » avec ces nouveaux accords de branches qui seront présentés qui prendront plus ou moins en charge les choses. Vous savez que cette nouvelle loi c'est le DIF, le Droit Individuel à la Formation, qui permet d'avoir 20 heures par ans cumulables sur 6 ans, on arrive donc à 150 heures, on est donc loin des 550 heures d'une licence pro, par contre, combiné avec de la VAE, combiné avec de l'alternance ou avec des périodes de professionnalisation ou des stages de professionnalisation. On peut imaginer une articulation certes lourde et difficile à mettre en place y compris au niveau financier mais qui permette à un individu salarié de se former par le biais de cette nouvelle loi.

Autre remarque, cette loi est plutôt adaptée, elle aussi, pour les petits niveaux, donc l'université doit s'attendre à souffrir un petit peu à ce niveau-là et la solution qui sera la mieux adaptée risque d'être l'apprentissage.

Je reviens ainsi sur la nécessité que soit présente la compétence du service Formation Continue dans les composantes.

**Le Président.**- Avant de passer la parole à Claude CONDÉ, ce que je souhaite dire aussi dans les évolutions des mentalités et des pratiques, c'est qu'il y a la préoccupation que l'on doit avoir dans les développements de formations à distance, et on voit bien que l'on a du mal là aussi. Pour le moment, les formations qui ont vraiment bien cette pratique de l'enseignement à distance sont les TICE. On sent qu'on a du mal à évoluer dans l'offre de formations réellement à distance. Je pense que c'est une poste de travail.

Et puis à travers la question que vous posez il y a aussi la qualité de l'accueil et la qualité du renseignement qui va être donné à la personne, et je reviens sur l'intervention de Joël qui était bien celle que nous avons eue en réunion de directeurs - je ne sais pas si Claude va intervenir dans le même sens - mais je ne pense pas que l'on sache démultiplier dans toutes les composantes un accueil extrêmement fin de la personne qui veut reprendre des études, et j'ai peur qu'on l'accueille un peu à la va-vite, je schématise un petit peu, mais il y a besoin d'un accueil particulier.

**M. CONDÉ.**- Je crois que l'on peut remercier le collègue pour le travail qu'il a fait, mais il me semble que nous ne sommes pas au bout du travail. Françoise ne sera pas surprise puisque nous avons déjà eu ce débat avec Gérard DUPUIS. Il y a un métier sous tension que j'identifie bien, ce sont les scolarités des UFR, celui-là est parfaitement identifiable.

Si l'on veut effectivement avoir un processus de qualité dans la formation continue il faut faire attention à ne pas demander encore plus aux scolarités des composantes sans donner d'une manière ou d'une autre une compensation sous une forme ou sous une autre. C'est un danger que j'avais déjà signalé, que Joël a déjà signalé, je vais faire presque la même intervention que Joël, ce qui n'est pas étonnant puisque nous sommes devant le même réel. Je pense qu'il faut retravailler cela.

Deuxièmement, sur la répartition des recettes, si j'entends bien ce qui est dit, c'est que la répartition des recettes, en plus, ne retournerait pas forcément aux UFR, donc il y a là un calcul qui me semble devoir être regardé de près.

Concernant le code du travail, je voudrais rassurer les gens qui seraient inquiets, nous fonctionnons avec des emplois du temps, et je ne peux pas accepter aussi facilement que l'on nous dise qu'il faut rendre nos formations professionnelles. Professionnalisantes, j'ai compris, mais professionnelles, il me semble qu'elles le sont, en tous les cas elles peuvent l'être encore plus mais elles le sont quand même, elles ont des emplois du temps, il y a des enseignants, il y a une organisation dont on peut rendre compte auprès des financeurs potentiels.

Et puis je mettrai volontiers les pieds dans le plat, il y aura bien d'autres dossiers à ouvrir, nous aurons à réfléchir sur les masters recherche et les masters pro dans leurs relations, par exemple, on pourrait aussi ajouter les licences professionnelles, mais simplement n'oublions pas qu'un certain nombre de masters pro sont aujourd'hui financés par la Formation Continue, et que sans ce financement il n'y a pas ces masters. Ce problème n'a pas été évoqué du tout, il fait apparaître la Formation Continue comme étant un complément indispensable de revenu pour nos formations afin qu'elles puissent fonctionner.

Nous devons aussi nous poser le problème dans ces termes-là.

**Le Président.**- Je propose que l'on mette rapidement en place le Conseil

de Formation Continue pour continuer ce travail.

Pour rassurer Élisabeth, dans tous les services communs il y a un Conseil, rappelez-vous que nous faisons souvent appel pour savoir qui va représenter le CA, le CS, etc., pour le Conseil des Sports, pour le CLA, pour l'ensemble des services communs, je propose que pour le CA de septembre nous mettions en place ce Conseil et c'est bien ce Conseil qui va essayer de répondre à partir des questions posées.

**M. KADMIRI.-** J'avais un petit point à ajouter, c'est que j'aimerais qu'on n'oublie pas qu'on avait des équipes pédagogiques et des responsables de formations qui accueillent, conseillent et accompagnent ces étudiants de Formation Continue. Lorsqu'un étudiant va à la Formation Continue, il est déjà passé par la formation, déjà chez nous, nous le conseillons en lui disant qu'il faut ceci et cela, on monte des dossiers de VA, de VAE et en plus tout le long de l'année on le suit pour faire des rapports, il faut renseigner le Fongécif, tous les financeurs, et ces formations voient d'année en année le budget de la Formation Continue diminuer, déjà comme l'a dit Joël BERGER par une « ponction » de la Formation Continue qui passe de 18 à 25 par exemple cette année, il va peut-être passer à 22 mais il est de 25, il y a bien sûr la participation de l'université. Mais l'article 4 m'ennuie un peu parce qu'on dit que l'université demande en plus « une ponction » sur ces sommes pour monter je ne sais quoi, les Formations Continues ont un secrétariat pour qui c'est une charge constante, je me demande donc comment on peut faire. Si nous n'avons pas cette somme, étant donné que les composantes ne paient pas ou très peu les charges de secrétariat, les consommables et le reste, je me dis qu'avec les étudiants de la Formation Continue cela va devenir impossible à gérer à un moment donné parce que ça demande un travail énorme, et je ne dis pas que ça doit nous rapporter, mais je pose la question à M. LONCHAMP du Fongécif, quelles sont les exigences et les attentes ?

Si on nous dit qu'on nous donne cet argent et que nous en faisons ce que nous voulons, on fait ce que l'on peut, si on attend un service rendu pour l'étudiant, je me dis qu'il faut quand même qu'un minimum reste à cette formation pour l'accompagnement individuel, pour acheter ce qu'il faut pour faire.

Je crois qu'il faut que l'on revoie cela.

**Le Président.-** Je pense qu'on ne peut pas avancer sur ce dossier, toutes les questions se recoupent, on propose que très rapidement le Conseil soit mis en place pour que l'on puisse avancer sur les propositions et mesurer le sens des quatre directions, donc mettre en place les statuts et le Conseil.

Au premier CA qui sera le 19 septembre nous solliciterons les uns et les autres pour participer au Conseil, il faudra peut-être que l'on diffuse très rapidement la liste type des membres du Conseil.

M KADMIRI, nous ne pourrons pas inviter tous les responsables de diplômes, l'idée est que les composantes soient représentées par leur directeur de composante ou s'ils le souhaitent par le directeur des études. Le directeur de la composante a bien la main sur l'ensemble des décisions touchant à la pédagogie dans l'organisation.

Le Conseil d'administration du 19 septembre sera sans doute sur toute la journée. En fonction des nombreux enjeux stratégiques qui se dessinent en ce moment, nous ferons un CA sur toute la journée, de 10 heures à 17 heures.

Gérard, merci pour le travail qui est fait et pour les questions que tu poses très clairement et pour lesquelles il faudra apporter des réponses aussi claires.

**Point lié au Contrat de Plan Etat Région et au dossier constructions universitaires dans le contrat de Plan Etat Région**

**Le Président.-** Vous savez que l'UFR SMP est inscrite au Contrat de Plan Etat Région, et même sur deux Contrats de Plan Etat Région, le contrat précédent a permis de réaliser le déménagement de la première tranche de Médecine-Pharmacie, le deuxième Contrat de Plan Etat Région qui court de 2000 à 2006 doit permettre le financement de la deuxième tranche de cette UFR et vous savez que ce dossier n'a pas encore beaucoup avancé comme d'autres dossiers de constructions universitaires au niveau du CPER. La réalisation de la deuxième tranche qui est sous la maîtrise d'ouvrage a dû être retardée, et il faut maintenant que le Conseil d'administration donne son autorisation sur deux points d'évolution de ce dossier, dossier sur lequel nous nous étions prononcés le 2 juillet 2001, cela fait donc plus de 4 ans, puisque nous avons arrêté le contenu de ce qui était proposé pour l'UFR de Médecine-Pharmacie le 2 juillet 2001, et il faut que le CA donne son avis sur deux évolutions importantes de ce dossier pour débloquer la situation, sinon nous continuerons à prendre du retard.

Ces deux points sont le déménagement du laboratoire d'anatomie pathologie le plus tôt possible sur le site d'Ambroise Paré, ce qui nous permettra également de débloquer la situation pour le dossier de la Maison des Sciences de l'Homme.

Deuxième point, le Conseil d'administration doit se prononcer sur l'augmentation de capacité de l'amphithéâtre de premier cycle qui doit maintenant passer, du fait de l'augmentation du numerus clausus, à une capacité de 800 places.

Voilà les deux points de différence par rapport aux dossiers sur lesquels vous vous étiez prononcés – c'était peut-être l'ancien Conseil – le 2 juillet 2001.

**Mme GILLET.-** Je souhaiterais faire le vœu que l'Etat inscrive les crédits pour la construction de la Maison des Sciences de l'Homme, parce que nous avons mis (la Ville et la Région) en œuvre des crédits immédiats pour le transfert du laboratoire d'anatomie d'une part pour accélérer bien sûr la réussite de l'UFR Médecine sur Châteaufarine, mais également pour permettre la construction de la Maison des Sciences de l'Homme et nous ne pouvons rien commencer malgré l'ouverture d'autorisations de programme parce qu'il n'y a pas de crédits d'Etat en face.

Je demande à ce que cela figure dans le procès-verbal du Conseil d'administration.

**Le Président.-** Pour compléter ce qu'Antoinette vient de dire, la Région a pris la maîtrise d'ouvrage sur le déménagement du laboratoire d'anatomie et de pathologie, tout cela pour bien débloquer la situation pour la Maison des Sciences de l'Homme.

Nous avons dit deux mots le jour de la négociation du contrat, ce n'était pas le lieu mais on l'a quand même dit. Je sais que le Recteur doit rencontrer le Directeur des Enseignements Supérieurs la semaine prochaine sur ce dossier mais il faut

que nous le fassions clairement apparaître au niveau du CA.

**M. BUTZBACH.-** Je voulais intervenir aussi sur ces questions de Contrat de Plan, d'abord quelle est l'incidence financière, puisqu'il a en a forcément une, quand on change les jauges, qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'est-ce qu'il y a derrière en termes financiers ?

Et puis rappeler, toujours dans le cadre du Contrat de Plan, hormis les retards qui ont été pris sur un certain nombre de dossiers qui ne sont pas du fait de l'université, ni du fait de la Région mais du fait de l'Etat, je rappelle qu'il y a toujours ce dossier en souffrance qu'est le dossier des comptes de l'UFR STGI dans lequel la participation majoritaire est celle de la Région qui est en stand-by, on est bien d'accord, les travaux ont été faits et on attend 200 000 € de l'Etat.

Je souhaite donc aussi que cette affaire soit de nouveau évoquée. Je l'évoque cette fois-ci dans un cadre normal puisque la dernière fois je l'avais évoquée en essayant de distraire quelques crédits qui passaient par là pour les affecter sur ce dossier, mais je rappelle que nous sommes impatients de voir ce dossier se réaliser.

**Le Président.-** Dans la réorientation des crédits qui avait été faite en 2003, le coût d'un amphi plus important a été pris en compte. Pour le moment, l'amphi tel que nous l'imaginons rentre bien dans l'enveloppe qui a été définie pour la deuxième tranche lors de la modification de 2003.

**M. BERION.-** Cela ne modifie en rien la révision du Contrat de Plan.

**Le Président.-** Est-ce que tu as en tête la révision du contrat de plan sur la deuxième tranche de Médecine-Pharmacie, le montant ?

**M. CHEVAILLER.-** Le dernier, c'est avril 2003 ?

J'ai 148,3 millions sans compter le premier équipement qui est de 1,7 million.

**Le Président.-** Sachant que la délibération que nous faisons n'a pas pour objectif de modifier cette enveloppe qui a été décidée au moment de la réorientation mais uniquement de pouvoir dérouler les études parce que dans le seul dossier sur lequel s'est prononcé le CA il n'y a pas un amphi de 800 places, et c'est l'arrivée du numerus clausus qui fait que cet amphi doit monter à une capacité d'accueil de 800 places.

De la même façon, pour que l'on puisse avancer sur la MSH, il faut absolument que l'on déménage l'anatomie pathologie. Tout cela tient dans l'enveloppe générale, dans les engagements pris par les collectivités, mais il faut quand même qu'il y ait une délibération du Conseil d'administration, sinon les études ne peuvent pas avancer et alors on ne fait qu'aggraver le retard dans lequel nous sommes.

**M. MAIRE.-** À l'occasion de cette question sur le Contrat de Plan, je souhaite juste rappeler que dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région actuel, en tout cas pour ce qui concerne le site bisontin, je n'ai plus vraiment les chiffres en tête pour le Nord Franche-Comté, 5 ans après le début du Contrat de Plan, il apparaît salle de TD sur le campus et il n'y a pas eu un seul coup de pioche de réaliser sur tous les beaux

engagements qui avaient été inscrits au Contrat de Plan Etat Région parce que, en particulier, l'Etat prend des retards inadmissibles et nous sommes inquiets, alors que nous arrivons au terme de ce Contrat de Plan, sur le fait que quasiment rien n'ait été fait. La maison de l'Étudiant, c'était le contrat précédent.

**Le Président.-** Non, c'est le contrat en cours. C'est la seule action qui sera réalisée.

Pour la deuxième tranche de Médecine-Pharmacie, étaient inscrits 17,577 M€ et après les redéploiements en avril 2003 l'enveloppe est maintenant de 22,608 M€. Les deux actions du déménagement de l'anatomie pathologie et l'amphithéâtre tiennent bien dans l'enveloppe de 22,608 M€.

**M. BERION.-** Pour ajouter une précision, si nous vous en parlons aujourd'hui c'est parce que l'Etat nous demande une modification du dossier d'expertise. Vous savez qu'à chaque opération l'Etat demande à l'utilisateur un dossier d'expertise qui a donc été fait en 2001 mais sur d'autres bases puisqu'on ne parlait pas de l'amphi de 800 places. Il faut donc modifier un petit peu ce dossier et c'est pour cela que nous vous posons la question aujourd'hui. Nous allons rédiger un avenant au dossier d'expertise qui indique que l'on souhaite un amphi de 800 places et une localisation du laboratoire d'anatomie au niveau rez-de-chaussée de la BU.

**M. BITTARD.-** Je souhaite dire un mot non pas pour donner des précisions financières qui me sont un peu étrangères mais sur la question qui est posée de la justification. Effectivement, au moment où mon prédécesseur Dominique FELLMANN à qui j'ai eu l'honneur de succéder comme doyen a mis, après M. CAMELOT, qui était l'ancien doyen, sur pied le projet de la deuxième tranche, nous avions un nombre d'étudiants en Médecine de première année inscrit de l'ordre de 400. Nous attendons pour cette prochaine rentrée 1 000 à 1 200 étudiants inscrits en première année de Médecine, tous premiers cycles confondus. Vous comprenez donc bien que les capacités d'accueil que nous avons sont dépassées, le seront de plus en plus et les conditions de sécurité dans le grand amphithéâtre et l'amphithéâtre du site de Saint Jacques datent de plus de 35 ans maintenant et ne sont pas respectées. Voilà pourquoi un grand amphithéâtre très rapidement et pourquoi on va essayer de remonter le plus vite possible les étudiants de première année sur le site.

Pour le laboratoire d'anatomie, grâce à l'action et à l'aide du Conseil Régional, effectivement, nous allons pouvoir anticiper l'ouverture deux ans plus tôt, c'est-à-dire environ dans deux ans puisqu'ils en prennent la maîtrise d'ouvrage, et on ne saurait que trop les en remercier encore ainsi que la municipalité.

C'est le pourquoi des deux modifications principales du projet.

Nous avons eu l'honneur d'être invités dans le comité de pilotage en tant qu'utilisateur pour en discuter tous ensemble au sein de l'université et de l'UFR, et effectivement ces deux modifications majeures sont incontournables, c'est cela ou on arrête les études de Médecine-Pharmacie à Besançon.

Et puis la troisième motivation, c'était également de libérer très rapidement le bâtiment Bichat pour ceux qui le connaissent, pour pouvoir installer la Maison des Sciences de l'Homme, on en a entendu parler entre UFR, et effectivement le fait de monter deux ans plus tôt le laboratoire d'anatomie va libérer deux ans plus tôt le

laboratoire Bichat. On laisse déjà libre à la rentrée deux étages sur trois, mais là, on libérera la totalité du bâtiment. Le projet se tient donc sur le plan du patrimoine et de la capacité d'accueil universitaire, mais il y a un petit nuage, il y a un petit bémol, il y en a toujours, c'est le problème de la desserte, nous nous en sommes ouverts à M. Sébastien MAIRE au Conseil de faculté dernièrement, nous n'avons pas prévu l'arrivée simultanée à 8 heures du matin sur le site de 2 000 étudiants et de 200 médecins qui sont un peu comme des pompiers et qui doivent aller de la faculté à l'hôpital et qui ne peuvent pas prendre le bus, d'abord parce qu'il n'y a pas de bus entre les deux et puis parce qu'il y a souvent des urgences.

Le problème des dessertes n'est pas réglé et je crois que cela reste un problème important. Nous devons en reparler, je me permets donc d'attirer votre attention à ce sujet.

**Le Président.-** Souhaitez-vous encore intervenir sur les deux points sur lesquels nous devons nous prononcer ?

Nous devons nous prononcer sur ces deux points si nous voulons débloquer la situation.

**M. CHEVAILLER.-** Est-ce qu'un amphi de 800 places règle votre problème ? Parce que si vous dites que vous êtes déjà à 1 200 cette année, il faut peut-être une jauge plus petite avec doublement des cours.

Comment avez-vous jugé les 800 ?

**M. BITTARD.-** L'amphithéâtre de 800 places c'est la capacité maximale d'un amphithéâtre qui ne devient pas pharaonique.

Nous avons dans l'idée de passer les études de Médecine en master d'ici deux à trois ans et donc de faire une préparation en L1 et en L2 de santé et de Médecine répartie sur plusieurs UFR, il est donc probable qu'à terme nous n'aurons plus à faire de l'enseignement pour 1 000 ou 1 200 étudiants mais pour le quart, le tiers ou une grosse moitié.

Nous avons donc un amphi de 800 et nous aurons pour les effectifs exceptionnels un système de vidéo retransmission dans les autres amphis de 200.

**M. CHEVAILLER.-** Il ne faudrait pas construire un amphi de 800 personnes pour deux ou trois ans et que la jauge utile soit de 500, bien que pour les examens il soit bien d'avoir un grand amphi.

Je me mets à la place du Ministère quand il va recevoir l'expertise, parce que c'est le genre de chose que nous avons aussi sur la Fac de Droit où il y avait 680 personnes en première année et nous n'avons jamais pu construire un amphi de plus de 500 places. Un aller et retour avec le Ministère risque de prendre du temps donc il faudrait mettre la bonne jauge dès le départ pour que ça ne remette pas 6 mois de plus.

**Le Président.-** Pour le moment, le groupe de réflexion qu'évoquait Hugues BITTARD a travaillé sur cette base de capacité d'accueil à 800 et il faudra que nous allions au-delà dans la gestion de nos salles de grande capacité et qu'éventuellement cette salle soit mise à disposition d'autres composantes, qu'elle ne soit pas réservée exclusivement à de l'accueil de première année, on doit bien aller vers une

gestion de site de nos amphithéâtres, ce que nous avons encore du mal à réaliser.

**Mme FLENET.-** À l'intérieur de cet amphithéâtre de 800 y a-t-il des reproductions par écrans, etc. ?

**M. CHEVAILLER.-** Cela dépend de la manière dont il est construit.

**M. BITTARD.-** Dans l'amphithéâtre actuel de 400 places nous avons déjà un système de retransmission, ce qui fait que le professeur est déjà retransmis pour les personnes du fond. Donc effectivement, cela ne va pas sans retransmission du professeur pour l'ensemble de l'amphithéâtre.

Je voudrais ajouter que nous avons un problème actuellement aigu et un petit peu de tractation avec le Ministère de la Santé, c'est le fait de retirer aux universités la préparation du concours de kiné, ce qui est en train de se discuter ; je ne sais pas si vous en avez entendu parler ; c'est actuellement en cours, ce serait susceptible de diminuer le nombre d'inscrits en première année du même nombre, c'est-à-dire de 200 étudiants.

**Le Président.-** Mais il est vrai aussi que la réflexion sur les études de Médecine, avec un rapprochement dans la première année de toutes les professions de santé, apparaît et disparaît, mais si nous allons vers cela, nous allons rester avec des promotions extrêmement importantes, parce que là, on parle déjà de médecine, sage-femme, kiné, si on élargit encore à pharmacie qui a actuellement 220 étudiants, on dépasse la capacité, et même bien au-delà, des 800 places.

Je vous propose de vous prononcer sur ces deux modifications qui, pour moi, vont de pair.

Qui s'oppose à ces deux évolutions demandées dans le dossier de la deuxième tranche de Médecine-Pharmacie ?

Qui s'abstient ?

**Unanimité du Conseil d'administration.** Merci, je pense que nous allons gagner du temps dans la suite de ce dossier.

Ce point n'était pas à l'ordre du jour, nous nous sommes permis de le rajouter pendant que nos partenaires étaient présents dans la salle.

## **5 – Ressources humaines**

### **5.1 – Examen des emplois IATOS libérés par le mouvement interne au 01 / 09 / 05**

**Mme HARKATE.-** Je souhaite profiter de ce point pour communiquer au Conseil d'administration une pétition concernant l'évaluation de notation des personnes BIATOS qui est née lors de notre assemblée générale du 8 mars, date à laquelle les différents représentants des personnels BIATOS du Conseil d'administration organisaient une assemblée générale pour informer tous les collègues de l'application de l'évaluation de notation.

Depuis cette période nous avons mis en place cette pétition et nous avons recensé 406 signatures, il faut donc faire remonter cette pétition et la communiquer au Ministère et au Conseil pour qu'ils soient informés.

**Le Président.-** En cohérence avec ce que nous avons voté dans une motion, le processus d'évaluation de notation est figé. Nous avons quand même conduit des entretiens mais qui sont des entretiens d'activité pour arrêter les fiches de postes, pour le moment c'est le message qui est parti, nous ne travaillons que sur les fiches d'activité pour finir l'élaboration des fiches de postes qui, pour moi, relèvent déjà non seulement du contrat en cours mais du contrat précédent pour avoir un descriptif des activités. Les entretiens d'activité ne doivent surtout pas être pris comme des entretiens d'évaluation-notation. Je le rappelle afin que ce soit officiel.

**Mme FLENET.-** On nous a quand même demandé de faire des entretiens d'objectifs avant le 10 juin et comme on avait demandé des formations des personnels sur ces entretiens, les formations ont lieu fin juin et début juillet. Donc là, il y a quand même une petite contradiction dans le processus qui ne me paraît pas très judicieux.

**M. BERION.-** Le dispositif est figé mais l'évaluation aura lieu, sauf retournement du Ministère dans les mois prochains, en 2006, mais pour évaluer il fallait bien sûr tenir cette année des entretiens sur les objectifs de chacun, parce que si on attend l'an prochain pour évaluer sur un travail qui n'a pas été discuté et sur des objectifs qui n'ont pas été fixés, je ne vois pas vraiment ce que l'on va évaluer.

**Mme FLENET.-** C'est pour les personnels après ces entretiens, ça paraît contradictoire.

**Le Président.-** Les personnels ont été formés cette année à l'entretien d'évaluation qui aura lieu en 2006.

**Mme FLENET.-** Je ne parle pas des évaluateurs, je parle des évalués.

**M. BERION.-** Pour les trois jours qui vont avoir lieu, il s'agit bien d'une formation à l'entretien d'évaluation qui aura lieu l'année prochaine si le Ministère maintient le projet.

**Le Président.-** Ou plus tard, ou jamais.

**M. BERION.-** On anticipe un peu, c'est vrai.

**Mme HARKATE.-** Est-ce qu'à la rentrée on pourrait faire un bilan pour savoir comment ça se passe dans les différentes composantes parce qu'on a l'impression – et nos collègues sont très inquiets – que ça ne se passe pas de la même manière dans les différentes composantes, le calendrier n'est pas le même.

**Le Président.-** Le calendrier part d'ici. C'est peut-être plutôt dans la façon de travailler que vous sentez une différence.

**Mme HARKATE.-** Dans la façon de travailler. Il était dit au départ que les agents signeraient les fiches de postes, qu'il y aurait un droit de regard, pour le moment ce n'est pas le cas, en tout cas pas partout. Nous n'avons pas les mêmes informations.

**Le Président.-** On était bien sur l'engagement pris, et vous avez bien vu la position au niveau nationale, le dossier évaluation est reporté à un an et au plus tard je ne sais quand, donc les formations sont mises au cas où, pour anticiper, mais pas pour conduire un entretien maintenant, et ce qui peut se conduire comme entretien pour l'instant, c'est uniquement un entretien sur les activités, c'est vraiment la fiche de poste sur laquelle les gens sont nommés, et c'est tout.

Voilà le message tel que je l'ai senti et comme nous l'avons fait passer.

**Mme HARKATE.-** Peut-on faire un point d'information au prochain Conseil d'administration ?

**Le Président.-** Je vous propose de faire un point aussi en CPE. Nous sommes en limite de compétence du Conseil d'administration, celui-ci n'a pas compétence pour cela. Par contre, c'est en plein dans les missions de la CPE, on peut donc très bien demander à la CPE de faire un point dès la rentrée puisqu'il y a une CPE plénière en général dès les premiers jours de septembre.

**Mme HARKATE.-** Il est toutefois important d'informer les conseillers.

**Le Président.-** Oui, on peut faire un point d'information, on peut faire un bilan très rapide en Conseil d'administration pour information et non pas pour vote, par contre, la CPE peut se prononcer puisque c'est tout à fait dans son domaine de compétence.

Nous n'avons pas encore la date exacte, mais ce sera la première CPE plénière de l'année.

Nous en venons au document qui vous a été envoyé, document toujours en constante évolution et vous allez comprendre pourquoi. Nous vous avons fait un état des dernières informations ce matin 20 juin 2005, nous vous avons donc remis en séance l'évolution du document par rapport à celui que vous avez reçu, et ce document est encore un document de travail comme l'indique très clairement le fond de page qui a été mis.

Il est un peu inhabituel que le Conseil d'administration se prononce le 20 juin sur l'implantation d'emplois, je re-précise bien que nous ne sommes pas en train d'aborder la campagne 2006. La campagne 2006 sera présentée dans ses grandes lignes le 4 juillet et le Conseil d'administration se prononcera sur cette campagne 2006 le 19 septembre.

Nous avons bien compris que sur les emplois IATOS particulièrement le mouvement interne n'est pas en matière d'implantation des emplois. On ne parle pas du tout des personnels mais bien des emplois. Dès l'instant où un emploi devient vacant et qu'il est pourvu dans le cadre du mouvement interne 2005, mouvement sur lequel nous

allons nous prononcer pour septembre 2005, la reconduction de l'implantation des emplois vacants a tout un sens. Nous faisons un travail conséquent pour les campagnes d'emplois année par année sur le redéploiement, et jusqu'à présent on ne s'interroge jamais sur la reconduction de tel ou tel emploi lorsqu'il devient vacant à travers les différents mouvements.

Nous avons donc initié un travail assez important comme toujours pour tous ces travaux sur les ressources sur nos emplois, et ce travail a consisté à identifier les emplois vacants de l'ASU sur lesquels nous aurons des nominations en septembre 2005, et est-ce que ces emplois de l'ASU déjà vacants sont reconduits là où ils étaient ?

Ensuite, si ces emplois sont pourvus à l'occasion d'un mouvement interne, les personnes qui vont postuler sur ces emplois sont susceptibles de libérer l'emploi qu'elles occupent actuellement, et si elles libèrent leur emploi, est-ce que nous le réaffectons en le laissant toujours au même endroit comme nous le faisons à chaque fois que nous faisons les mouvements, ou est-ce que l'on s'interroge, si l'emploi devient vacant, est-ce qu'il reste au même endroit ?

Nous avons conduit cette étude parce qu'on se rend bien compte que l'intérêt de la campagne d'emplois pour les emplois de l'ASU comme on l'a conduite en septembre est totalement limité et que le vrai travail qui est à faire sur les emplois de l'ASU est le travail et les réflexions conduites au moment du mouvement interne, parce que là, on ne se pose aucune question, on reconduit les postes à l'identique.

Nous avons donc souhaité revenir un petit peu sur cette habitude, et c'est le travail qui vous était proposé, on a déjà présenté lors d'un Conseil d'administration de mars le principe de ce travail. Je prends l'exemple des nombreux postes d'attachés, certains emplois d'attachés sont réellement vacants, et sur ces emplois vacants des attachés actuellement en poste chez nous sont candidats pour aller occuper ces emplois, si ce mouvement est accepté, ils vont libérer l'emploi d'attaché qu'ils occupent actuellement et seront reconduits emploi d'attaché au même endroit.

Parmi les emplois, nous avons l'emploi de responsable administratif du CLA, la proposition est de reconduire cet emploi au CLA, il y a déjà beaucoup de candidats. Il y a plusieurs candidats externes ou internes et parmi les candidats internes nous voyons que certains emplois peuvent peut-être être rediscutés si c'est un candidat en interne qui est pris sur ce poste CLA.

Poste de l'IUT 25, nous n'avons pas le choix, l'IUT est maître du jeu sur ses emplois.

Ensuite, responsable administratif de l'UFR SLHS, il est clair que cet emploi est reconduit à l'identique, même s'il faut que les activités de cet emploi soient précisées.

Viennent deux postes de l'UFR SLHS, un qui est réellement vacant par mutation avec quelqu'un qui part à l'extérieur de l'université, et un deuxième susceptible d'être vacant parce que la personne qui l'occupe est intéressée par d'autres emplois vacants dans l'université. La question que l'on pose au directeur de l'UFR, qui a été posée très officiellement par courrier, c'est que ces emplois avaient été mis à l'UFR SLHS il y a un certain nombre d'années sur l'organisation en préfiguration de l'éclatement de l'UFR en 4 UFR. Pour ceux qui sont un peu anciens dans la maison, vous avez sans doute la mémoire de ces débats, et à ce titre le Conseil d'administration avait implanté dans l'UFR deux emplois d'attachés et il avait été dit, mais là on ne travaille que sur nos mémoires, que si cette structuration n'était pas conduite les emplois

ne resteraient pas parce qu'ils étaient mis à cette condition.

La demande qui est faite au directeur de l'UFR, puisque nous ne sommes plus sur une démarche de structuration, c'est quelle est l'utilisation de ces deux postes d'attachés puisque pour nous leur domaine d'activité était lié à cette organisation en quatre départements qui préfiguraient quatre UFR. La question est donc posée tout particulièrement sur un des emplois vacants, le 40.505 et sur l'autre susceptible d'être vacant.

Nous allons demander au directeur de présenter son travail, mais je sais qu'il a téléphoné à Louis BERION ou à la DRH, je n'ai rien vu d'écrit, mais nous sommes sur une organisation tout à fait cohérente avec ce que nous sommes en train de mettre en place dans le cadre du LMD de l'UFR en deux grands domaines, c'est comme cela que les postes d'attachés seraient utilisés pour identifier ces deux grands domaines, notamment pour l'accompagnement de la scolarité et de la pédagogie au sein de ces deux grands domaines. Voilà ce que j'ai cru comprendre.

**M. CONDÉ.-** Le Conseil de gestion de l'UFR aura à connaître et à statuer avant la fin du mois de juin, c'est pour cela que tu n'as rien d'écrit, je respecte mon Conseil de gestion et j'attends qu'il discute de mes propositions pour pouvoir écrire effectivement les choses, et en effet il ne leur a pas échappé que notre structuration en départements devait être regardée de près et sans doute réformée pour conserver les postes d'attachés que nous avons.

De toute façon cela correspond à une demande de l'université mais cela correspond aussi, c'est notre avis, à une nécessité pour le bon fonctionnement de l'UFR. Nous allons passer à une organisation administrative en domaines ce qui permettra de gérer un domaine LLSL plus un domaine SHS qui comprendra l'actuel département SHS et psychologie, ce qui permettra – c'est en tout cas l'espérance que nous mettons dans cette réorganisation – de gérer ce grand département SHS qui pose quelques difficultés actuellement avec deux attachés, l'un dont les missions sont exclusivement des missions de scolarité, ce qui permettra d'avoir une tâche à hauteur d'homme, et l'autre plus une fonction de contrôle de gestion, ce qui nous permettra d'avoir un regard un peu plus vigilant et aiguisé sur la consommation de nos heures complémentaires. Il y a là, dans l'organisation de la Fac de Lettres une vigilance accrue depuis quelques années qui me semble devoir encore passer par un pallier supplémentaire et j'entends identifier un attaché qui aurait la responsabilité de ce contrôle de gestion. Je ne sais pas si le terme de contrôle de gestion est directement approprié, en tous les cas c'est bien dans l'esprit.

La réunion administrative entre les deux départements Lettres et Langues ne posant pas de problème particulier, on s'oriente bien vers une organisation administrative en domaines et vers une meilleure organisation de nos différentes activités. Il faut dire que nous avons en fait deux attachés pour lesquels la charge de travail n'était pas égale, l'un dépassant allègrement 150 %. La charge de travail de l'autre attaché lui permettrait d'envisager - s'il reste là, mais c'est sans doute son remplaçant qui le fera - plus sereinement un complément de tâche.

**Le Président.-** Nous sommes bien sur une définition des domaines en cohérence avec les intitulés des domaines tels que nous les connaissons dans le cadre du LMD.

C'était bien sous réserve que le Conseil de l'UFR se prononce dans ce sens.

Concernant le poste suivant, il s'est libéré par détachement, ce n'est pas un vrai poste vacant, c'est simplement quelqu'un qui part en détachement ; le devenir de ce poste relève pour nous de la campagne 2006, on ne l'aborde donc pas aujourd'hui. Le poste n'est pas ouvert au mouvement 2005, c'est-à-dire que le Ministère ne nommera personne sur cet emploi en septembre 2005, il est bloqué pour la campagne 2006.

Poste d'attaché Médecine-Pharmacie, poste devenu vacant par mutation, c'est oui.

Enfin, nous sommes là également sur un poste services centraux qui est actuellement un poste d'attaché à la valorisation avec quelqu'un qui est candidat sur des postes vacants dans l'université. Le poste est donc susceptible d'être vacant et s'il devient vacant l'idée est de transférer progressivement cet emploi vers les relations internationales avec un échange de SASU, la question d'échange de SASU relève plutôt de la campagne 2006.

**Mme FLENET.-** Comment allez-vous faire cela progressivement si le poste est vacant ? Je ne comprends pas très bien.

**Mme CLEMENT.-** Il est vacant mais il y a une personne qui est mutée.

**Mme FLENET.-** La personne qui est mutée va venir pour 6 mois là et va passer progressivement à la DRI ?

**Le Président.-** Il faut que l'on voie comment nous organisons le travail au sein du service de rattachement.

La question qui est posée là, c'est bien le renfort de la direction des relations internationales pour que l'on puisse remplir les missions telles que nous les avons dans le projet d'établissement et apporter également un appui sur l'ensemble des sites. Pour le moment, c'est quelque chose qui est difficile. Nous avons une piste de travail liée à la campagne d'emplois 2006 également et c'est pour cela que nous l'inscrivons ici, cela veut dire que le poste ne resterait pas nécessairement là où il est à condition que nous arrivions à trouver une solution sur un emploi de SASU.

**Mme le SAGE.-** Quand on dit « progressivement », il faut peut-être envisager une période assez courte, peut-être pas l'année complète.

**Le Président.-** La personne qui va venir sur cet emploi va être informée de la contrainte sur cet emploi, mais pour le moment nous ne sommes pas en mesure d'identifier l'échange de SASU. Si on pouvait le faire dans l'ensemble du mouvement 2005 ce serait l'idéal, mais pour le moment on ne sait pas. Si on obtenait une création au titre des relations internationales les choses seraient peut-être plus tranchées, mais voilà comme nous indiquons les choses pour le moment, et c'est bien préfigurer un échange nécessaire au niveau du service de la valorisation.

Sur les postes de SASU, le poste de l'IUT 25, c'est oui. Pour le poste de SASU, la décision de l'implantation avait déjà été prise au CA du 20 septembre, je vous rappelle que c'est un emploi de SASU vacant en septembre 2005 à la suite d'un CFA et

nous avons souhaité mettre ce poste à un concours réservé SAPIN et compte tenu des résultats il va être pourvu par mouvement à l'échelle de l'Académie en septembre 2005. Mais on s'est déjà prononcé, il était déjà utilisé avant les résultats, ce qui pose d'ailleurs un souci que nous avons, compte tenu des résultats le souci est moindre mais on avait quand même noté notre inquiétude, et je suis réservée quand je dis inquiétude puisque c'était à la limite du mécontentement, de voir que l'on nous nommait par un dispositif normal quelqu'un sur un poste qui était réservé pour un concours réservé SAPIN, et là j'ai très mal pris le fait qu'il y ait cette nomination. Ma réaction a été un peu tempérée en voyant les résultats du concours réservé, mais je n'ai pas apprécié cela. L'implantation du poste était déjà décidée en septembre 2004 donc nous n'y revenons pas.

Services centraux, là aussi quand on a mis oui c'est que vraiment pour nous il n'y a aucune ambiguïté sur la reconduction des emplois. C'est ce que vous aviez dans vos documents et vous pouvez poser des questions.

Concernant les deux dernières lignes, de la même façon, nous avons demandé au directeur de l'UFR ST de nous transmettre son avis et la position du Conseil sur la reconduction des emplois SASU vacants. Il y en a un qui est vacant puisqu'il y a un congé parental, on a mis oui sous réserve d'une réponse du directeur de l'UFR et nous n'avons pas eu de réponse alors que l'UFR ST a été interrogée sur le devenir des emplois vacants ou susceptibles d'être vacants.

**M. BERGER.-** Je n'ai pas souvenir que l'UFR ST ait été interrogée comme cela. Dans la campagne d'emplois on a transmis, lors de notre dernier Conseil d'administration qui date d'au moins trois semaines ou un mois, notre sentiment par rapport à tous les postes.

**Le Président.-** On ne parle pas de la campagne 2006, on est bien sur le mouvement 2005.

**M. BERGER.-** Oui, je parle bien de cela. Notre sentiment a été transmis par rapport à ces deux postes. Pour celui qui est en dessous, je suis choqué que dans la ligne en face du responsable d'un service financier on mette « *Avis réservé sur le maintien.* » Je suis profondément choqué que l'on s'interroge sur le maintien d'un service financier d'une UFR comme l'UFR Sciences.

**Le Président.-** C'est si le poste devient vacant il faudra que l'on s'interroge sur le maintien de ce poste à cet endroit pour des raisons que je n'évoquerai pas ici et que l'on pourra évoquer directement avec toi, mais c'est lié peut-être à ce qui est devant, est-ce que c'est ce poste qu'assure la responsable du service financier ? Et la question que je pose et que je poserai peut-être de façon plus directe dans une rencontre que l'on souhaiterait avoir avec toi, c'est peut-être sur l'organisation générale du service financier.

J'ai le sentiment que nous avons écrit à trois directeurs de composantes, SLHS, ST et SMP.

**Mme CLEMENT.-** Le 25 mai.

**Le Président.-** Nous avons eu deux réponses, l'une par orale et on nous a

expliqué pourquoi c'était par orale. SMP nous a bien fait une réponse sur l'ensemble des emplois qui étaient demandés pour 2005, et nous n'avions pas de réponse de ta part, donc on est toujours sous la réserve parce qu'on se posait des questions.

**M. BERGER.-** En général, sur ce genre de chose, je réponds toujours parce que je me méfie de beaucoup de choses. Je fais très attention à ce que je fais par rapport aux postes, si j'avais été interrogé sur cela j'aurais fait très attention.

Je veux bien que l'on discute globalement de cela mais concernant l'organisation du service financier de l'UFR Sciences, j'aimerais que l'on m'en parle avant d'en parler ici.

**Le Président.-** C'est mercredi après-midi que nous avons écrit cela, globalement, comme on a mis une réserve au-dessus « *sous réserve d'une organisation des activités de scolarité en deux domaines.* » Donc là tu interviens parce que tu n'es pas intervenu par écrit en disant que tu as besoin d'un responsable du service financier, ce qui est tout à fait justifié.

**M. BERGER.-** Je m'interroge beaucoup sur le fait que l'on se pose la question de l'existence du responsable du service financier de l'UFR Sciences. Cela m'interpelle vraiment !

**Le Président.-** Joël, je ne suis pas en train de flécher l'UFR ST par rapport à d'autres, je voudrais que le Conseil d'administration sache que le jour où il vote sur un mouvement de personnel il fait 50 % du travail de la campagne d'emplois, il fait presque 100 % de l'emploi sur les emplois IATOS. À une époque où il n'y a plus de créations d'emplois, et on sait très bien que s'il y a créations d'emplois IATOS et il y aura, c'est exclusivement sur la recherche, on n'aura pas d'emplois IATOS autres.

Donc la question que je pose devant le Conseil d'administration c'est : est-ce qu'on reconduit à travers le mouvement, lorsque les postes deviennent vacants par le mouvement, les postes là où ils sont ?

Qu'il y ait besoin d'un responsable du service financier, je suis tout à fait d'accord, mais je mets une réserve comme j'ai mis une réserve tout le long parce que nous nous posons un certain nombre de questions sur une organisation des services. Mais ne voyez pas dans ces questions un jugement négatif.

**M. BERGER.-** Je n'en dirai pas plus mais je n'en pense pas moins.

**Le Président.-** Je suis tout à fait d'accord, il faut un responsable du service financier.

**M. BERGER.-** C'est peut-être la composante qui verse le plus d'argent !

**Le Président.-** Joël, que ce soit très clair et que ce soit bien indiqué dans le PV, je ne mets pas en cause la nécessité d'un responsable financier au sein de l'UFR. Je pense qu'il faut que nous nous rencontrions.

J'aimerais aussi que vous ne repartiez pas avec un sentiment négatif, et en plus je ne sais pas du tout si la personne qui occupe l'emploi aura sa mutation. C'est bien

s'il y a vacance de poste, c'est une observation 2005 si le poste devient vacant.

Il y a en a un qui est vacant puisque c'est un congé parental, et comme nous avons demandé une précision de tous les directeurs de composantes sur la place du poste dans leur organigramme général et dans l'activité qui est à conduire par la personne qui occupera le poste, nous sommes dans une connaissance des emplois dans la description de la fiche d'activité des emplois que l'on peut justement faire de façon précise sans que les gens soient dessus.

Le poste est vacant, nous sommes en train de faire l'évaluation des personnes, on est bien en train de déterminer l'activité que le poste a à mener au quotidien. Voilà l'ensemble des questions posées sur les deux lignes, de la même façon que nous avons mis une réserve sous la case des deux attachés de l'UFR SLHS.

**M. BERGER.**- Je dis clairement que je n'ai pas eu ce courrier, je ne sais pas à qui il a été adressé, et si j'avais eu ce courrier j'aurais répondu.

**M. RONDOT.**- Je souhaite faire une remarque d'ordre plus général, ce n'est pas lié à ce poste. Ici, il y a 39 postes qui sont offerts au mouvement interne, je n'ai pas les deux dossiers ici, mais il y en a qui vont rester vacants, je voudrais quand même que l'on considère la situation des composantes qui sont encadrées à 50 % par rapport à celles qui le sont à 100, 108, 110 %, c'est-à-dire que ces postes-là ne subissent pas le même sort que ceux qui vont se dévoiler maintenant et que l'on va analyser dans la prochaine campagne d'emplois. C'est très général. Cela veut dire qu'il y a des postes qui sont justifiés par des étudiants qui ne bénéficient pas de l'encadrement qu'ils méritent. Je peux vous citer ceux de l'UFR STAPS et de l'UFR STGI.

**M. BITTARD.**- Pour soutenir ce que dit Joël BERGER et répondre à M. RONDOT, je suis tout à fait d'accord, on voit sur le papier que certaines UFR sont sous dotées, mais par contre on ne peut qu'être un peu surpris de l'absence d'information des services de la présidence sur la situation réelle dans les UFR. Par exemple, quand je vois, pour le poste d'adjoint à l'UFR SMP qu'il est mis : « *Maintien sous réserve des précisions sur la place dans l'organigramme* » je suis un peu surpris, parce que ce poste d'adjoint sert depuis des années à la gestion des traitements et des personnels hospitalo-universitaires. Comme vous le savez, les personnels hospitalo-universitaires, leurs avancements, leurs traitements, leurs carrières sont gérés directement à l'UFR et non pas au service des personnels enseignants de la présidence, il me semblait donc que la place dans l'organigramme était évidente et incontournable, et qu'on ne pouvait pas se poser la question.

Maintenant, si on se pose la question dans l'organigramme, cela veut dire que nous ne faisons plus cette gestion qui nous occupe quelqu'un à temps complet sur une tâche de gestion de personnel, de carrières, de traitements, etc., qui revient de fait au service du personnel enseignant.

Il est vrai qu'il est un tout petit peu surprenant de voir à quel point on méconnaît les difficultés et le travail...

**M. RONDOT.**- Je ne peux pas entendre ça

C'est l'UFR STAPS qui est mise en cause, avec un taux d'encadrement de 50 % par rapport à un taux d'encadrement de 110 %, je pense qu'il n'y a plus de

comparaison, on ne peut plus juger sur un poste, sur un rôle qui est sans doute à définir, je ne juge pas cela, mais là on va sur des nombres de postes qui sont beaucoup plus importants.

**Le Président.-** La question que tu poses sur le poste que tu évoques, Hugues est un peu différente. Pour le moment, nous ne sommes pas sur du redéploiement entre composantes, on demande simplement à avoir une description des activités avec quelquefois des évolutions que l'on voit bien par rapport à ce qu'était le poste, mais je vais revenir sur le cas que tu soulèves.

**Mme PADBERG.-** Mon collègue parle de la réalité du terrain, c'est-à-dire que si chaque directeur de composante venait ici exposer la réalité du terrain je pense qu'il y a des choses à dire et cela durerait plus longtemps que jusqu'à 19 heures.

Par exemple, nous avons parlé d'une flopée de postes d'ASU, en STGI nous en avons un seul qui est le responsable administratif qui doit s'occuper d'une UFR pluridisciplinaire qui couvre 4 domaines et en plus qui sont situés sur plusieurs sites. Je ne vous raconte pas la vie quotidienne de cet attaché qui se trouve souvent sur la route entre Belfort et Montbéliard. Je n'ai rien dit, je ne voulais pas demander un poste d'ASU, mais je crois qu'il y a des besoins ailleurs aussi, et comme il n'y a pas de créations de postes, il est sûr qu'à un moment donné on ne peut pas faire autrement que de regarder ce qui existe partout et est-ce qu'il n'y a pas un principe de justice ou faire des petites rectifications ?

**Le Président.-** Pour le moment, Gabrièle, c'est la première fois que je fais comme cela, mais la question qui devra être posée par mon successeur, c'est quelle part le mouvement des emplois pour la rentrée a-t-elle dans une campagne d'emplois ? Parce que pour moi, encore une fois, l'implantation des emplois de l'ASU se décide par le mouvement ; vous verrez que dans la campagne d'emplois 2006 nous allons trancher sur 2 ou 3 emplois alors qu'on reconduit toujours les emplois existants et on ne se pose pas les questions ce jour-là, or, on doit s'en poser.

C'est un peu une alerte parce que cela fait plusieurs fois que nous le disons, on ne passe jamais à l'acte, et aujourd'hui on passe un peu à l'acte et je pense qu'il faudra se poser la question au-delà, mais ce n'est pas moi qui la poserai.

**Mme FLENET.-** Si le passage à l'acte c'est de dire oui partout, je ne vois pas tellement l'intérêt.

**Le Président.-** Ce n'est pas à toi que l'on va dire que nous n'avons pas forcément toutes les informations, mais c'est au moins pour que tout le monde prenne conscience du fait que vous allez vous prononcer sur un mouvement, l'idée est que vous sachiez que vous allez décider d'une certaine façon de l'implantation des emplois au moment du mouvement.

Je ne vous dis pas que dans tout cela il n'y a pas des choses que je n'aurais pas reconduites comme cela, mais je pense que nous ne sommes pas dans l'esprit de nous poser ce genre de questions pour le moment.

Ensuite, sur l'ensemble des postes d'ADJA, je reviens sur le poste qui est en détachement, au niveau de l'UFR SMP, et ce poste de détachement était pour nous le

poste qui correspondait au secrétariat du doyen. Il était traditionnellement étiqueté comme cela. S'il y a une réorganisation de l'organigramme de la composante, et je sais qu'il y a réorganisation de l'organigramme, ce que l'on précisait là, c'est quelle réorganisation, quelle utilisation des emplois qui sont alloués à l'UFR, et quel est dans l'organigramme maintenant le devenir de ce poste qui, pour nous, était le poste de secrétariat du doyen.

**M. BITTARD.-** Le poste de secrétariat du doyen était vacant depuis le départ de Mme BELOT en détachement, cela fait donc quelques mois, Mme Marie-Laure JUNGEN a été affectée sur ce poste de secrétariat du doyen, elle était à la gestion des personnels hospitalo-universitaires, c'est-à-dire aux heures complémentaires et au traitement qui avait succédé à Marie-Hélène GOMOT qui était partie au 1<sup>er</sup> septembre, on a donc eu 2 postes de vacants et un seul remplacement.

Le secrétariat du doyen et le traitement des personnes hospitalo-universitaires et la gestion des leurs carrières, c'étaient 2 postes, 2 personnes : Marie BELOT et Marie-Hélène GOMOT, et maintenant il n'y a plus que Marie-Laure JUNGEN, nous demandons donc le remplacement des 2 personnes.

Une personne ne peut pas effectuer seule à la fois cette gestion des personnels pour plus de 100 personnes et le secrétariat du directeur de l'UFR, ce n'est pas possible.

**Le Président.-** On a donc une personne sur le secrétariat du doyen et une personne qui sera sur la gestion du personnel hospitalo-universitaire ?

**M. BITTARD.-** Voilà, et des heures complémentaires. La gestion, c'est les traitements, les carrières et j'en profite pour dire qu'il y a un petit dysfonctionnement à ce niveau, et c'était un peu le sens de mon intervention auprès de M. RONDOT, c'est-à-dire que les emplois qui sont affectés à l'UFR ne sont pas mis à jour au niveau des services des personnels ici et vice versa les traitements qui sont faits à l'UFR viennent d'être postés ici pour être renvoyés à l'UFR, donc il y a vraiment une difficulté majeure dans la gestion des traitements des carrières et des heures complémentaires des hospitalo-universitaires. Ils sont détachés du service des personnels enseignants, je crois que je serais très favorable à ce que leur gestion soit reprise par le service central des personnels enseignants ici, si c'était possible, mais c'est un énorme travail.

**Le Président.-** Mais il y a une certaine logique. C'est toutes ces questions-là que nous devrions nous poser, parce qu'à l'occasion, encore une fois, de ce mouvement on ne se pose aucune question sur la place des emplois, et il y a peut-être des transferts ou des charges à modifier avec peut-être aussi des transferts d'emplois, je n'en sais rien, je dis cela de façon très neutre, mais on voit bien que là, on travaille actuellement sur la description des différentes fonctions et la description des activités des différents emplois, on a quelquefois des trous dû à un manque d'information et quand on vous pose la question, pour vous c'est peut-être très clair, mais ici ce n'est pas clair du tout.

**M. BITTARD.-** Pour terminer, je pense que la gestion des personnels date de l'époque d'avant 1984 où les UFR de Médecine avaient une personnalité morale

et géraient eux-mêmes leurs personnels et que ce transfert n'a pas été fait en 1984 à l'université, on continue donc à faire le travail avec une adjointe, si les services centraux reprennent le travail, d'accord, mais on ne peut pas le faire sans une personne.

**Le Président.-** La question qui est posée dans ton intervention, c'est que si le service central reprend la gestion des hospitalo-universitaires il y a transfert de charge et cet emploi d'adjoint va de pair avec la gestion des postes d'hospitalo-universitaires.

**M. BITTARD.-** Mais je souhaite prévenir le service que c'est un travail qui emploie beaucoup plus qu'un adjoint et qui est extrêmement difficile et lourd.

**Le Président.-** Il faut se poser la question, parce qu'on ne se la pose pas souvent.

**Mme CLEMENT.-** C'est bien pour ce motif qu'au départ de l'adjoint administratif l'an dernier, et grâce au fait que le service commun de documentation était d'accord pour coopérer, ce n'est pas un adjoint que l'on a remis à la gestion du personnel hospitalo-universitaire, c'est une SARF. Si Marie-Laure JUNGEN a été affectée à l'UFR Médecine, c'est bien pour prendre en compte la difficulté de la gestion des personnels hospitalo-universitaires.

**Le Président.-** Normalement, indépendamment des personnes, le poste de SARF a été mis là pour la gestion un peu spécifique des hospitalo-universitaires. La spécificité est trop marquée pour que l'on confie cela à un poste d'adjoint.

**Mme le SAGE.-** Le poste de SASU occupé par Edith MOREL correspond à quelle tâche ?

**M. BITTARD.-** Il correspond au personnel BIATOS et personnel universitaire Pharma.

**Le Président.-** La question qu'il faut peut-être se poser c'est est-ce que l'on redonne bien au poste de SARF, indépendamment de la personne qui est dessus, la gestion de ce personnel-là, et si un jour cette gestion est remise en central, à ce moment-là le poste vient avec et le poste d'ADJA redevient bien le poste de secrétaire du doyen.

Si je comprends bien, il y a une crainte sur la spécificité du dossier à suivre, puisqu'il n'y a personne sur le poste nous ne sommes pas en train de viser quelqu'un mais bien un niveau d'emploi.

**M. BITTARD.-** C'est plus compliqué que cela.

Je remercie Mme CLEMENT. Il est vrai que renforcer cette gestion des traitements des hospitalo-universitaires par un personnel SARF est une bonne chose, mais il y a deux choses, il y a un travail un peu de direction par le personnel SASU, la gestion des carrières, les textes, les contacts avec le Ministère, etc., et puis il y a la tâche d'exécution des traitements des salaires, des indices, etc. au jour le jour qui est un travail très très important mais quand même plus d'exécution, et là un adjoint est suffisant,

donc il est un peu difficile de séparer les deux. C'est pour cela que dans le fonctionnement, le secrétariat de direction de l'UFR qui gère en permanence les enseignants de Médecine peut déléguer, sous-traiter, ce travail de traitement technique à un adjoint, c'est ainsi que nous avons proposé de nous organiser.

Ce n'est pas aussi simple, il faut une équipe.

**Le Président.-** Là, on soulève bien la spécificité de ce suivi.

Ensuite, nous avons les trois postes vacants en STAPS ou susceptibles d'être vacants. Quand on lit la fiche de poste on n'a pas non plus une perception claire de l'utilisation de ces emplois qui sont certes bien utilisés dans la composante, vu les taux d'encadrement, nous ne sommes pas du tout en souci, mais on a du mal à comprendre quelles sont les activités des personnes. Là, on vous redemandera de préciser cela lorsqu'on fera le mouvement. Il me semble que la fiche activité des emplois n'apparaît pas clairement. Voilà comme je résumerais la situation.

Et lorsque nous allons accueillir des personnes, soit en mouvement interne, soit des personnes qui arrivent de l'extérieur, il faudrait peut-être bien replacer ces activités dans l'activité globale de l'UFR.

Après, ce sont des personnels qui viendront sur des emplois très particuliers de bibliothèque, donc là, les choses sont claires.

Nous arrivons aux emplois de l'ITRF, nous sommes bien sur le mouvement 2005 et je ne pense pas qu'il y aura de demandes de mutations internes sur le poste d'IGR, dont on a demandé à Éric PREDINE d'écrire le profil d'activité. Ce poste va sans doute repartir dans le cadre classique de la campagne 2006.

De la même façon, nous avons un poste d'agent, qui, pour nous, relève de la campagne 2006, emploi vacant, les postes de l'ITRF ne passent pas au mouvement de 2005 et ils passent devant la campagne d'emplois 2006, on les retrouvera donc en septembre.

Ce sont plus des commentaires qu'un avis à donner, c'était beaucoup plus une information du Conseil d'administration parce que vous allez vous prononcer sur ces emplois et il me semble qu'on a besoin d'avoir une bonne connaissance de la place des différents emplois, et lié aux interventions de Mme HARKATE et d'Élisabeth FLENET, c'est pour bien définir l'activité dans un organigramme complet de ces emplois quand les personnes ne sont pas là.

Quels sont vos commentaires sur les différents emplois ?

Les emplois tels qu'ils sont là seront reportés sur la campagne 2006 et on demandera des précisions sur les fiches d'activité des emplois au moment où vous vous prononcerez sur le mouvement pour que la personne qui intégrera ce poste ait bien la totalité des informations sur les tâches qu'elle aura à effectuer en cohérence avec le reste de l'organigramme des composantes.

**Mme FLENET.-** Je ne comprends pas tellement comment ça va se passer, parce que les mutations des personnes vont se faire fin juin, début juillet et on ne va pas se réunir d'ici là, donc je ne vois pas comment on va pouvoir faire ça dans la campagne 2006.

**Le Président.-** Je suis peut-être allée trop rapidement dans la conclusion que j'ai donnée. Dans ces conclusions, tous les postes qui sont proposés pour les

mouvements 2005 sont reconduits là où ils sont, ce que l'on demande simplement, c'est que les fiches d'activité de ces emplois soient précisées, non pas simplement sur l'emploi mais également sur la place de l'emploi dans l'organigramme général de la composante de façon à ce que la personne qui arrivera sur cet emploi, qu'elle arrive en interne ou qu'elle arrive en externe, aie bien toute l'information sur l'activité rattachée à cet emploi en relation avec le reste de l'organigramme de la composante, que la composante soit en central ou que ce soit une UFR.

Au-delà de ça, il y a certains emplois qui, pour nous, relèvent de la campagne 2006, pour lesquels vous vous prononcerez au Conseil d'administration de septembre.

**Mme le SAGE.-** Et dans le cas, par exemple, de l'avis réservé sur le maintien ?

**Le Président.-** C'est tout sous réserve, c'est le même libellé que sous les autres.

À travers la question qui est posée là, c'est bien la place de l'emploi dans l'organigramme de la composante, donc il faut un responsable administratif.

**Mme FLENET.-** Le poste demandé en transformation qui est repoussé à la campagne 2006 ne sera pas occupé à la rentrée ?

**Le Président.-** Non, il est bien bloqué.

**M. BITTARD.-** Si on pouvait l'utiliser, ce serait quand même bien.

**Le Président.-** Il sera comme contractuel, mais ce ne sera pas un attaché titulaire.

Nous en restons là sur cette information et nous en reparlerons en réunion de directeurs le 27.

## **5.2 – Volet social :**

### **Informations sur les prestations du service social académique**

**Le Président.-** Vous vous rappelez de la demande formulée, nous avons demandé au service du Rectorat en charge de ce volet social de nous faire une information sur les prestations du service social académique.

Je vous propose que Mme FAURITE prenne la parole pour nous expliquer pourquoi ce point est reporté.

**Mme FAURITE.-** Ce point est reporté, cela fait plusieurs fois, c'est malheureux, mais un groupe de travail se réunit justement cet après-midi avec tous les acteurs de l'action sociale pour réfléchir sur la mise en place de nouvelles actions sociales d'initiative académique, ainsi que sur la liste des bénéficiaires de cette action

sociale.

Des propositions vont être présentées à une commission académique d'action sociale qui est prévue en septembre. Donc non seulement personne ne pouvait venir vous expliquer exactement l'action sociale, parce que je ne suis pas compétente dans ce domaine, de plus il y aura des modifications, il est donc préférable que ce soit fait quand tout cela sera arrêté et décidé par la commission.

**Le Président.-** On remet donc à un prochain CA.

**Mme HARKATE.-** C'est quand même bien dommage parce que l'on repousse ce point depuis décembre et cela veut dire que les agents vont perdre une année d'action sociale. Si on ne fait des propositions qu'en septembre, le temps de les appliquer, on a perdu une année.

**Le Président.-** Ce ne sont pas des propositions, c'est une information sur les prestations du service social académique. C'est en train d'évoluer et des décisions se prennent aujourd'hui, donc même si nous avons fait la présentation il y a un mois elle aurait nécessité une réactualisation du fait des nouvelles informations.

**Mme FAURITE.-** Pour les agents qui avaient droit à cette action sociale, à partir du moment où ils ont monté leur dossier, cela ne suspend pas l'étude des dossiers.

**Mme HARKATE.-** Les remontées que nous avons, c'étaient des gens qui n'avaient pas droit à cette action sociale.

**Le Président.-** Pour les agents qui n'ont pas droit, les informations d'aujourd'hui ne vont rien changer.

**Mme HARKATE.-** Nous attendions des réponses par rapport aux personnels, par exemple, sur poste gagé qui ne bénéficient pas des actions sociales du Rectorat. Nous avons eu quelques réponses positives puisque l'action sociale de l'université a répondu favorablement à des collègues. Mais si je prends l'exemple des chèques vacances MGEN qui sont directement reliés au Rectorat, ils n'y ont pas droit.

**Le Président.-** Nous avons une réponse partielle de la trésorerie qui est arrivée ces jours-ci ; vous savez que nous avons posé la question très officiellement sur ces différences de traitement des personnels titulaires sur emploi d'Etat et des personnels titulaires sur emplois gagés.

Pour la personne titulaire, il n'y a aucune différence. La Trésorerie nous explique bien que pour elle il n'y a aucune différence, les personnes qui occupent ces différents emplois ont les mêmes droits, mais la réponse que l'on a du service académique c'est que ce n'est pas le service académique qui va payer ces droits, donc c'est bien l'université qui va prendre en charge ces droits, et c'est ce que nous avons encore évoqué ce matin avec l'agent comptable.

Ce qu'il faudrait c'est que les personnes qui sont titulaires sur emploi gagé nous alertent au cas par cas sur les difficultés qu'elles rencontrent pour bénéficier de

certaines aides.

Mais ce n'est pas l'information que doit nous faire le service académique qui va modifier la réponse que l'on pourra apporter. Nous avons reçu la réponse de la Trésorerie ces jours-ci.

Cette fois-ci la balle est bien dans l'université.

**Mme FLENET.**- Cela pose bien la question de ce qui risque de se passer, si comme le souhaitent certains groupes, la gestion complète des personnels revient par exemple dans les universités, ce type de problème va se poser de façon concrète pour tout le monde, c'est-à-dire que si on n'est plus personnel d'Etat toutes ces prestations dont pouvaient bénéficier les personnels vont de fait être remises en cause.

**Le Président.**- Cela dépend si tu parles d'un budget Etat ou d'un budget propre de l'établissement.

**Mme FLENET.**- Je parle du budget Etat, on parle bien du transfert des personnels du budget Etat vers le budget des universités. Derrière, il faut voir aussi ces conséquences-là, ce n'est pas seulement le salaire.

**Le Président.**- Je veux dire que la question que l'on a pour le moment, c'est bien sur les emplois gagés qui sont sur budget propre.

**Mme FLENET.**- J'avais posé aussi cette question, mais j'en profite pour avertir.

**Le Président.**- Au même titre que d'autres allocations que l'on évoque sur les transferts des 31.93 ou 96, et c'est bien dans les questions qui sont posées dans les remontées que l'on fait.

**Mme FLENET.**- Plutôt que de dire que les personnels vont nous alerter au cas par cas, je pense qu'il faut maintenant faire une information au personnel titulaire sur emploi gagé en leur disant « *Vous y avez droit et maintenant sollicitez-nous au cas par cas* », mais il faut les informer parce que jusqu'à présent la réponse était toujours non.

**Le Président.**- J'ai demandé à ce que ce point soit mis à l'ordre du jour de la CPE, parce que pour moi là encore cela relève bien d'un dossier de la CPE puisque ça ne concerne pas les enseignants-chercheurs étant donné que pour le moment on a réservé des postes gagés que nous n'avons pas pu utiliser pour les enseignants, on n'a donc que les personnels BIATOS qui sont concernés et pour moi, cela relève d'une information large à faire en CPE, c'est de la responsabilité de la CPE. On peut la faire en CA, mais j'aimerais que l'information soit relayée par la CPE.

Nous avons mis ce point à l'ordre du jour de la CPE plénière de juillet.

Nous avons besoin d'une position du CA, il faut que celui-ci se prononce en délibération pour que l'agent comptable ait le droit de verser ces aides.

La proposition que je vous fais c'est que l'agent comptable reçoive bien autorisation du CA pour verser ce type d'aide au personnel titulaire sur emploi gagé.

Qui s'oppose à cette proposition ?

Qui s'abstient ?

Unanimité.

L'agent comptable est couvert sur le principe. Après, il y a la circulation de l'information et je pense qu'il faut vraiment que l'on voie cela en CPE début juillet.

**Mme CLEMENT.**- Ce n'est pas une plénière.

**Le Président.**- Nous aborderons déjà la question même si ce n'est pas tout à fait une plénière.

### **- Évolution de la réflexion à l'UFC**

Un autre point qui me cause plus de soucis aujourd'hui, c'est l'évolution de ce volet social à l'intérieur de l'université. Vous savez que nous n'avons aucun candidat malgré de multiples relances et plusieurs rencontres de personnes, nous n'avons pas de candidat à la reprise de la direction du service social. Nous continuons donc sur cette question et en échangeant avec différentes personnes qui avaient soulevé le dossier, la question qui est posée ici, c'est l'évolution des missions qui sont confiées au service social et c'est la question que nous avons posée également aux représentants des personnels dans une des réunions syndicales. Il nous semblerait intéressant de conduire une étude au sein de l'université pour connaître l'attente de l'ensemble des personnels par rapport à un service social.

Nous avons l'idée de confier cette étude dans le cadre d'un stage d'une formation de l'université pour conduire cette étude auprès des personnels, les 2 000 personnels, pour savoir quelle est l'attente en matière de service social dans notre université.

**Mme HARKATE.**- Nous vous avons fait passer des propositions à ce sujet puisque vous nous avez demandé de vous faire part de propositions à la fin de l'année dernière.

**Le Président.**- Il n'y a que vous qui avez répondu, nous sommes donc un peu juste pour faire une présentation aujourd'hui, ce que l'on regrette. On relance l'appel à candidatures pour la direction du service social. Avec une évolution des missions et des missions que l'ensemble des personnels s'approprieraient plus, on espère arriver à mobiliser quelqu'un.

### **6 – Relations internationales : nouveaux accord internationaux**

**M. LEHMANN.**- Deux accords de l'IUT 90 nous sont présentés aujourd'hui, il y a d'une part les propositions d'accords avec le collège André Laurendeau au Québec qui est un établissement comparable aux IUT en France, c'est bien le même genre de formations. Il s'agit d'un accord qui vous a été demandé en

urgence parce que les négociations entre les deux établissements duraient depuis un certain temps et leur objectif est de démarrer dès la rentrée prochaine un échange d'étudiants, sachant qu'il s'agit de mettre en place des formations de type programme intégré, c'est-à-dire un petit peu comparable à ERASMUS, des étudiants de l'IUT allant faire des séjours à Laurendeau d'une part, séjours qui seront validés par les jurys en vue de leur DUT, de leur diplôme national, et puis d'autre part également de profiter de cet établissement et de ses implantations locales pour organiser des stages en entreprise qui sont obligatoires dans le cadre des DUT pour ces étudiants.

Il y a donc besoin d'approuver, si vous en êtes d'accord, cet accord le plus rapidement possible de façon à permettre à ces échanges de prendre forme et de démarrer dès l'année prochaine.

Le texte ne pose pas de problème particulier. Je dois quand même vous dire qu'il a un aspect un petit peu surprenant, c'est que le collègue André Laurendeau a un accord avec un établissement parallèle au Québec et que les étudiants de l'IUT iront à la fois au collège Laurendeau et dans un autre collège avec lequel Laurendeau a un accord. Il ne nous a pas semblé nécessaire de faire deux accords distincts puisque tout se passera sous l'égide de l'accord Laurendeau / UFC.

Je n'ai pas de remarques particulières à faire sur cet accord que nous avons étudié en détail et qui est indispensable pour permettre en particulier aux étudiants qui partiront l'année prochaine de bénéficier des bourses régionales mises en place pour subventionner les étudiants qui partent sur des programmes non communautaires.

Le second accord est tout à fait différent, il concerne la collaboration avec l'université Roumaine Din Oradea que je ne connais pas particulièrement. La raison pour laquelle cet accord nous est présenté par l'IUT en question, c'est évidemment qu'il y a des accords de coopération entre certaines collectivités territoriales du Nord Franche-Comté et la région où se trouve la ville d'Oradea.

La collaboration qui nous est présentée est de type assez général et ouvre la porte à toute sorte de possibilités, d'échanges. L'article III précise quelles sont dans un premier temps les disciplines concernées : Multimédia, informatique et réseaux, carrières sociales et Management, c'est-à-dire les carrières concernant essentiellement l'IUT 90 même s'il est possible d'envisager ultérieurement l'élargissement de cette collaboration à d'autres disciplines d'une part et éventuellement à d'autres composantes de l'université.

**Mme PADBERG.-** STGI aussi, parce que nous sommes concernés par Multimédia.

**M. LEHMANN.-** Ce n'est pas exclu du tout.

Voilà les deux accords qui nous sont présentés en urgence puisqu'il y a à peine plus d'un mois qu'ils nous ont été remis par l'IUT 90, et nous sommes heureux de vous les soumettre.

**Le Président.-** Ces accords sont des accords vivants.

**M. LEHMANN.-** Comme tous les accords. Nous prévoyons qu'ils seront signés, si vous les approuvez pour une période de 3 ans initialement et ils seront

renouvelés après approbation d'un rapport d'activité qui vous sera présenté. Cela veut dire que dans 3 ans, quand on vous demandera éventuellement le renouvellement vous aurez le droit de savoir s'il y a eu la moindre activité. On ne va pas les dénoncer sur une période de 3 ans s'il ne se passe rien, on s'apercevra bien dans 3 ans qu'il ne s'est rien passé.

**Le Président.-** Qui s'oppose à ces deux accords ?  
Qui s'abstient ?

**M. MARISA.-** J'ai juste une question, parce que concernant le premier accord avec le Canada je ne suis pas sûr d'avoir bien saisi la nuance entre entente et accord.

**M. LEHMANN.-** Il n'y a pas de nuance, entente est le mot employé par les Québécois en particulier. Dans tous les accords qu'ils nous soumettent, nous continuons de parler d'accords et eux continuent de parler d'entente et pour autant nous ne nous sommes jamais mal entendus.

**Le Président.-** Personne ne s'oppose à ces accords.  
Qui s'abstient ?

**Unanimité sur ces deux accords** avec le Canada et la Roumanie plus particulièrement pour les composantes Nord Franche-Comté, mais ces accords sont ouverts à l'ensemble de l'université. Si vous avez envie d'avoir des accords avec ces universités, ces accords-cadres nous permettent de le faire.

Nous avons ensuite le renouvellement de l'accord qui nous lie avec l'université médicale de d'Urumqi.

**M. LEHMANN.-** De Xinjiang pour être précis, je te corrige pour donner le titre officiel de l'établissement, c'est bien l'université médicale de Xinjiang qui est, vous le savez sûrement, une province autonome de l'Ouest de la république populaire de Chine. Le renouvellement de cet accord consacre une coopération qui dure depuis le début des années 90 bien évidemment dans le domaine médical exclusivement ou presque exclusivement parce qu'il s'agit bien d'une université médicale. Cet accord a été signé une première fois dans les années 1990, renouvelé en 2001 pour 4 ans, et aujourd'hui nous nous trouvons dans l'obligation, si nous voulons poursuivre la coopération comme le souhaitent nos partenaires, de renouveler cet accord à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2001.

La coopération concerne essentiellement les domaines médicaux, nous avons souhaité, lors d'une mission effectuée par Françoise BÉVALOT à Urumqi il y a environ un mois et demi, ne pas restreindre la coopération à un ou deux domaines médicaux spécifiques et faire en sorte qu'éventuellement si la coopération pouvait s'élargir à d'autres domaines médicaux, cela demeure possible. Le texte est donc ouvert aussi largement que possible.

Il y a quand même une nouveauté, nos partenaires qui commencent à être des habitués de Besançon depuis 10 ans ou plus qu'ils travaillent avec nous, et qui étaient encore en nombre important pendant la première moitié de cette année,

souhaitent que nous les aidions activement à mettre en place un enseignement de français dans leur université médicale du Xinjiang. Il ne s'agit pas pour nous à proprement parler de déléguer un enseignant qui irait s'installer là-bas pour 6 mois ou 1 an, mais il s'agit de s'engager, et nous l'avons déjà fait cette année pour la première fois, à les aider à trouver un enseignant de qualité, bien formé, qui aurait une certaine expérience de l'internationale et bien évidemment nous nous sommes tournés vers le CLA pour lui demander s'il pouvait nous aider à trouver cet enseignant. C'est ce qui s'est fait pour l'année 2004-2005 et cela fait partie assez clairement d'un des articles de cet accord de coopération. Cela sort donc un tout petit peu du domaine médical, mais il s'agit d'enseigner le français à des médecins parce que cette université médicale souhaite continuer à envoyer régulièrement de jeunes médecins en stage de formation dans les services hospitaliers de Besançon. Lors de la présence à Besançon, il y a 3 semaines, du président de cette université, un accord de coopération a été signé entre cet établissement hospitalo-universitaire et le CHU. Pour notre part, Françoise BÉVALOT a signé le renouvellement de l'accord que nous vous soumettons aujourd'hui, nous vous demandons donc confirmation de ce renouvellement, mais j'ajoute qu'en plus de l'accord principal il a été prévu que pouvaient être signées des annexes directement entre les établissements hospitaliers d'Urumqi et l'UFR SMP. Il y a donc dans les documents qui vous sont soumis un accord spécifique que nous allons transmettre au Doyen BITTARD en lui demandant s'il accepte de lui apposer sa signature au nom de l'UFR SMP à la demande de nos partenaires.

Je vous soumetts donc un accord principal qui est le renouvellement de l'existant avec une très légère extension et puis une annexe que la Faculté de Médecine pourrait signer.

**M. LONCHAMP.-** J'avais cru comprendre que quand il y avait renouvellement il y avait un rapport d'activité avec.

**M. LEHMANN.-** Oui, je peux vous présenter le rapport d'activité, effectivement, si vous le souhaitez. Vous avez tout à fait raison.

Les activités de coopération entre nos deux universités ont donné lieu, dans les 4 dernières années, à la préparation de deux thèses de doctorants ou tutelles dont une a déjà été soutenue et une est en cours de préparation actuellement et d'autre part à la venue régulièrement à Besançon de jeunes docteurs ; 7 étaient à Besançon pendant la première moitié de cette année, des jeunes docteurs en formation dans différents services hospitaliers d'une part, d'autre part à l'invitation du professeur WEN HAO qui a été le professeur invité à l'Université de Franche-Comté dans le cadre du contingent de mensualités réservées à la politique internationale de l'établissement et inversement à l'envoi cette année d'un enseignant de français à Urumqi qui est là-bas aux frais de l'Université de Urumqi et d'autre part l'acceptation par l'Université de Urumqi d'un post-doc français qui a soutenu sa thèse à Besançon et qui, après sa thèse, est parti pour un peu plus de 6 mois à Urumqi, il y est encore présent actuellement.

Je ne suis pas en mesure de vous présenter l'ensemble des publications, il y en avait plusieurs à la suite de cette collaboration. J'aurais peut-être dû dire pour commencer, mais j'imaginai que beaucoup d'entre vous le savaient, que la coopération entre les deux universités repose au départ sur un travail de recherche à propos de l'échinococcose alvéolaire qui a impliqué notre collègue aujourd'hui à la retraite le

professeur VUITTON, et les collègues de biologie en la personne en particulier de Patrick GIRAUDOUX qui va faire des études de terrain, qui y était encore il y a un mois, pour examiner le domaine sur place et donner des conseils aux partenaires chinois.

Je ne suis pas en mesure de vous donner la liste des publications, mais on peut vous la communiquer si vous le souhaitez.

**Le Président.**- Il y a un programme de recherche conséquent qui associait des scientifiques Américains, chinois et européens sur le problème de l'échinococcose, c'est comme cela qu'est née cette relation particulière entre la Franche-Comté et l'université médicale d'Urumqi. Ce partenariat continue et de la même façon ce thème de recherche reste tout à fait présent puisque les laboratoires viennent d'être informés d'une reconduction sur des fonds Américains d'une recherche toujours dans le domaine de l'échinococcose et le problème de parasitologie au sens large, sachant que le programme scientifique ne parle pas que de l'échinococcose vue sous son angle chinois mais bien sur le problème international de l'échinococcose qui est un réel problème qui existe chez nous mais il y a des problèmes plus sérieux ailleurs. C'est comme cela qu'est né ce partenariat privilégié qui, maintenant, s'étend à d'autres disciplines dans le domaine médical, et avec juste raison tu évoques la présence de 7 collègues dans des disciplines très différentes, et pour nous qui sommes allés quelque temps à Urumqi il est très étonnant de voir dans un français très correct des médecins avec des spécialités très différentes venir nous parler de la qualité de leurs séjours à Besançon, cardiologue, médecine interne, chirurgiens...

**M. LEHMANN.**- On pourrait parler de formation à la transplantation d'organes de certains chirurgiens d'Urumqi à Besançon.

**Le Président.**- C'est sans doute l'un de nos accords les plus vivants.

Qui s'oppose au renouvellement de cet accord ?

Qui s'abstient ?

**Unanimité sur cet accord.**

Je souhaite encore une fois remercier les collègues qui ont initié cet accord et ceux qui continuent de s'y impliquer largement. C'est un vrai partenariat et je pense que pour un partenariat avec la Chine, il a un sens extrêmement important le profil en particulier de cette province est très intéressant, tu as parlé de province autonome, province pour laquelle la population est à plus de 50 % une population de Ouïgours.

**M. LEHMANN.**- Accord CIES (Centre International d'Étude du Sport), c'est un centre de recherche à Neuchâtel, en Suisse, il s'agit d'un accord de coopération en matière de recherche qui nous est proposé par le laboratoire Thema et plus particulièrement par le centre d'étude et de recherche sur le sport olympique (CERSO) avec son responsable actuel Jean PRAICHEUX. Il s'agit véritablement d'un accord de recherche mais qui a entre autre comme perspective de favoriser la mise en place d'une cotutelle de thèse indirectement puisque les gens qui travaillent au CIES peuvent être amenés à faire des thèses. Cet accord a une forme essentiellement helvétique mais il n'a aucun caractère qui nous paraisse gênant ou dangereux, et les partenaires du laboratoire Thema, du CIES, sont extrêmement pressés de signer officiellement cette coopération avec le CERSO dont je vous rappelle qu'il a déjà pour sa part signé un accord de

coopération et de recherche important avec le comité olympique international. Thema, par la voie du CERSO, étoffe sa collaboration transfrontalière dans le domaine des sports avec les institutions helvétiques.

Théoriquement, si vous l'approuvez, cet accord devrait être signé très officiellement, du moins c'est la demande de nos partenaires, dans le courant du mois de septembre.

**Le Président.-** Est-ce qu'il y a des questions sur ces partenariats assez particuliers avec la Suisse ?

C'est là aussi un partenariat tout à fait en cohérence avec ce que l'on a mis comme priorité géographique dans notre projet d'établissement, et là, il est vrai que cet accord repose sur une réalité de recherche ; depuis de nombreuses années Thema conduit des activités de recherche dans ce domaine.

Pas de remarques particulières ?

Qui s'oppose à la signature de cet accord ?

Qui s'abstient ?

**Unanimité là aussi pour un accord que je juge extrêmement positif.**

**M. LEHMANN.-** Le dernier accord qui vous a été proposé avec l'ordre du jour, car un dernier a été rajouté, nous vous expliquerons pourquoi après, est l'accord qui nous est proposé par François FAVORY avec l'Université de Ljubljana. C'est un accord assez classique qui va permettre, nos partenaires éventuels l'exigent, la signature de conventions et de cotutelles. Il y a un projet de cotutelle dans le domaine cher à François FAVORY, j'avoue que personnellement je suis un petit peu surpris de constater qu'il travaille avec la faculté de génie civil et géodésique, mais après tout je ne m'y connais pas assez en géodésie pour contester cette orientation. À part cela, c'est un accord tout à fait banal, il a une forme classique et il ne pose pas de problèmes particuliers. Effectivement, François FAVORY a beaucoup insisté sur le fait qu'il était indispensable de l'approuver si on voulait avoir une cotutelle avec ces établissements.

**Le Président.-** Qui s'oppose à l'accord qui vient de vous être proposé ?

Qui s'abstient ?

**Unanimité.**

**M. LEHMANN.-** Il reste l'accord qui vous a été remis en début de séance, c'est l'accord avec l'École Marocaine des Sciences pour l'Ingénieur (EMSI).

Il ne vous a pas été envoyé avec l'ordre du jour puisqu'il a été soumis et approuvé par le CEVU il y a exactement une semaine.

**M. PREDINE.-** J'en profite pour faire un préambule. J'aurais souhaité, ainsi que celui-ci qui est passé en CEVU, que deux ou trois autres y soient passés également, notamment dans le cadre où l'on parle de développement des ressources en ligne, d'enseignements à distance, etc., je pense qu'il aurait été très intéressant que l'on soit au courant de ces projets, ne serait-ce qu'à titre d'information pour le CEVU puisque nous avons des objectifs de développement des moyens pédagogiques modernes.

Je pense qu'il aurait été intéressant que le CEVU ait connaissance de ces projets même si ce sont des échanges d'enseignants et d'étudiants qui ne regardent pas

directement le CEVU, mais ils ont un certain nombre d'aspects qu'il serait intéressant de traiter, notamment ceux que j'ai évoqués précédemment.

L'accord entre l'Université de Franche-Comté et l'École Marocaine des Sciences de l'Ingénieur a fait l'objet de longs débats au CEVU, à la fois sur des aspects que je qualifierai de formels et des aspects plus politiques.

Concernant les aspects formels, je vais passer rapidement, c'étaient des problèmes de scolarité, de jury, etc., qui ont été rapidement résolus en partenariat avec Michelle GENEVOIS qui gère les problèmes de scolarité et les problèmes réglementaires de scolarité.

Et puis un problème plus politique de collaboration entre l'Université de Franche-Comté et une école marocaine qui est une école semi-publique ou semi-privée, je ne sais pas comment on peut la nommer, qui a fait débat de la part du CEVU en demandant si ce type d'accord pouvait être passé entre deux institutions. Le CEVU a longuement débattu et a demandé deux fois à ce que le porteur de projet apporte un certain nombre de réponses, ce qu'il a fait, et notamment en nous assurant que cette École Marocaine des Sciences de l'Ingénieur ne rentrait pas en concurrence avec un établissement public au Maroc qui pourrait dispenser la même formation. Cette réponse a été apportée en disant qu'il n'y avait aucune concurrence justement entre cette École Marocaine des Sciences pour l'Ingénieur et un établissement public. Ce point ayant été débattu, les objectifs de cette collaboration sont à la fois l'appui à la mise en place au Maroc d'un Master en informatique et l'accompagnement de cette activité pédagogique avec un accompagnement des activités de recherche en informatique parallèle distribuée. Un certain nombre de points sont mentionnés ici, les aspects réglementaires ont été vus et revus, les modalités financières également ; le CEVU s'est donc prononcé après de longs débats, comme je vous l'ai dit, pour présenter un avis très favorable pour soumettre cet accord au Conseil d'administration.

**Le Président.**- Il y a eu des heures de débat en CEVU dont nous venons de vous faire la présentation. Si vous souhaitez intervenir, vous le pouvez.

**M. MOUNTASSIR.**- De mémoire nous avons toujours contracté avec les établissements publics, c'est-à-dire entre universités, ce sont des choses qui sont normalisées, donc je vois mal comment se traduit le mot privé, ce qu'il vient faire dans cet accord.

Concernant le Master, peu de personnes sont au courant de cette initiative, je regrette qu'il ait été distribué juste au cours de la séance, nous n'avons pas eu assez de recul pour pouvoir analyser les différents articles.

Si je lis l'article 6 et 7, il me semble difficile d'avoir un avis arrêté pour ce CA sauf si on reporte ce point pour avoir un complément d'information sur cet accord. Dans l'article 6 il est dit que la présente convention prévoit que 50 % des enseignements de spécialités seront assurés par des enseignants de l'équipe de Master de l'université. Je ne suis pas au courant et je suppose que nos collègues ne le sont pas. « *Le complément sera assuré par des enseignants de l'EMSI.* » L'EMSI est une école privée au même titre que beaucoup d'écoles privées au Maroc et je mets en doute la qualité de leurs formations et par conséquent la qualité de l'accord.

Une phrase dans l'article 6 stipule que « *Cette liste devra recevoir l'accord du coordinateur pédagogique du Master.* » Je ne vois pas qui est habilité à

arrêter cet accord. L'article 7 donne les modalités financières, il est assez explicite pour donner une interprétation au-delà de ce que l'on peut penser.

**Le Président.**- Je vais répondre aux questions que vous soulevez, peut-être pas point par point puisque j'ai eu l'occasion de rencontrer le porteur de projet et que je lui ai posé toutes ces questions. J'ai toujours défendu la position, lorsqu'il existait des formations publiques, de ne pas contracter avec une boîte à statuts privés. La question a été redébatue deux fois en CEVU, il y a eu des engagements pris par le directeur adjoint du LIFC devant moi puis devant le CEVU et c'est sur la base de ces engagements qui reprenaient toutes les questions que vous posez que le CEVU s'est prononcé. Dans les réponses qui nous ont été apportées il n'existe pas d'université qui dispense ces niveaux de formations pour l'instant, et il n'existe pas actuellement d'activités de recherche qui permettent d'imaginer qu'une structure publique soit en mesure, dans les années qui viennent, de dispenser ce type d'activité, ce niveau de formation.

Ensuite, sur le statut de l'école d'ingénieur en question, nous ne sommes pas des spécialistes du Maroc mais nous avons eu un engagement devant toute une communauté du porteur de projet qui est Jacques BAHY, que cet établissement est reconnu par le Gouvernement tout comme nous avons des écoles privées sous contrat. Nous ne sommes donc pas en train de signer avec une boîte privée comme on en connaît partout, que ce soit en France ou ailleurs. Cette école nous a vraiment été présentée comme étant une école sous contrat parce que ce niveau de formation n'existe pas dans le public.

Une autre préoccupation est que nous avons des jeunes dans certains pays qui ne peuvent pas venir suivre des formations sur place parce qu'il est très coûteux de se déplacer et que si on ne va pas accompagner l'enseignement supérieur de certains pays à monter certaines formations il y a une crainte, et c'est une réalité, vous regarderez qui est en train de monter à prix d'or des formations, que ce soit au Maroc, je connais peut-être un peu mieux l'Algérie ; vous regarderez quelles formations sont en train de proposer les Canadiens, sont en train de proposer les Etats-Unis, et à un prix tel que l'on a toute une frange moyenne de jeunes qui ne pourront pas se payer des formations à un haut niveau.

Après, je vous rejoins tout à fait dans votre argumentaire, il faut s'assurer de la qualité du partenaire de l'autre côté, et c'est là que nous avons un engagement sur la qualité du partenaire. D'autres cas nous ont été soumis d'autres fois sur lesquels j'ai dit non, et ce n'est même jamais passé devant les conseils, on a eu des demandes de collègues pour avoir une autorisation de cumul pour dispenser un DESS dans une université voisine, j'ai mis longtemps à comprendre que le DESS n'était pas dispensé dans l'université voisine mais bien dans un pays d'Afrique du Nord, donc j'ai dit non à ce type de cumul parce que je connaissais la situation, au moins il fallait absolument que l'on s'entende avec l'université voisine pour savoir ce qui était réellement fait avec le privé. Là, en conclusion, d'après les engagements que nous avons eus, j'ai senti quelqu'un d'extrêmement sincère et passionné, d'autant plus que l'on connaît la qualité du travail que fait le collègue, je n'ai donc pas senti que nous étions dans une démarche marchande, absolument pas du tout, bien que l'on soit avec une boîte privée dans une démarche d'appui au développement d'enseignements supérieurs de haut niveau dans un pays partenaire.

Ce sont un peu les questions qui ont été posées devant le dernier CEVU et qui ont conduit le CEVU à vous proposer, après deux séances de débats, le dossier qui est là.

**M. CONDÉ.-** J'ignorais que nous allions parler de cet accord aujourd'hui, peu importe, je fais toute confiance dans ton jugement pour apprécier l'opportunité de ce type d'accord et j'ai bien noté ce que tu viens de dire. Pourtant, je m'abstiendrai ou je voterai contre la signature de cet accord.

J'ai reçu ce matin, et si j'avais su j'aurais amené le courrier, une lettre de mon homologue de Marrakech, une lettre tout à fait officielle, puisque je ne le connais pas, faisant état en quelques pages de la situation actuelle au Maroc et de la situation de l'enseignement public par rapport à l'enseignement privé, une lettre tellement alarmiste que je ne peux pas, aujourd'hui, soutenir le développement de l'enseignement privé.

Peut-être, effectivement, que nous n'entrons pas en concurrence avec l'enseignement public, mais il est sûr qu'en soutenant l'enseignement privé nous ne développerons pas l'enseignement public.

Je crois que là il faut agir avec énormément de précautions, personnellement je ne me sens pas apte à voter cela.

**Le Président.-** Je reprends ce que j'ai déjà souvent évoqué, le cri d'alarme que tu rappelles, que tu as eu à titre individuel c'est le cri d'alarme qui a été transmis par la communauté des directeurs du pays du Maghreb dans les rencontres que nous avons à Marseille, ce qui explique que j'ai toujours dit non, mais là, après des heures de débat, il semble que ce dossier..., et on a vraiment reçu les engagements d'un collègue qui m'a semblé extrêmement sincère : toutes les craintes que l'on peut avoir ont été mises sur la table, elles sont ressorties dans mon bureau parce que pendant deux heures j'ai dit non, et point par point le collègue m'a montré que je me trompais. Je n'ai pas eu le sentiment que je me faisais « *rouler* », loin de là, j'ai tout à fait confiance en ce qui m'a été dit. Le dossier est arrivé en CEVU, il y a eu deux CEVU de suite, nous en avons refait un spécial lundi, et de nouveau le débat est venu sur la table, et je vous le dis, autant j'ai dit non sur d'autres accords avec le cri d'alarme que j'ai souvent évoqué dans les conseils, mais là, il m'a semblé que nous n'étions pas dans ce profil. Après, vous voterez en votre âme et conscience.

**M. BOURGEOIS.-** Je connais bien l'option IPSM du Master STIC puisque je suis responsable des stages à titre gracieux. Ce qui me paraît bizarre c'est que personne n'est au courant. Je suis responsable des stages de cette formation et je ne suis pas au courant que nous sommes en train de passer un accord ou une convention. Le responsable du Master IPSM n'est pas au courant non plus, les enseignants, pour la plupart, ceux qui sont basés à Montbéliard, non plus. Je ne vois pas comment on peut monter une convention, un partenariat, avec un autre établissement sans que l'équipe pédagogique sur place soit concernée et soit impliquée dans cet accord.

Je veux bien qu'il y ait une personne qui passe un accord avec cette école, mais il me semble que ça ne peut pas être le Master STIC option IPSM sans que les responsables en soient informés. Je vais rentrer ce soir à Montbéliard et montrer cela en disant que nous avons un projet de convention avec une école d'ingénieur au Maroc ; je trouve cela incroyable

**Le Président.-** Je réponds à toutes les questions qui sont posées.

Ce dossier court depuis quatre semaines, il a circulé auprès des directeurs de composantes concernées. Après, si la concertation n'est pas organisée, je veux bien le croire, mais je ne voudrais pas, M. BOURGEOIS - je vais être très claire - que l'on soit, à travers un dossier quel qu'il soit, et je comprends bien toutes les interventions qui ont été faites puisque je vous ai évoqué ma propre réserve, mais je ne voudrais surtout pas, et je voudrais en être vraiment sûre, que nous ne soyons pas là, à travers votre intervention, en train de vivre quelque chose qui est en train de nous pourrir la vie - je vais être directe, vous savez très bien de quoi je parle - dans une relation dans le domaine de l'informatique entre Montbéliard et Belfort.

J'espère que votre intervention est sincère et que nous ne sommes pas en train de vivre ce qui relève de tensions entre Montbéliard et Belfort. J'espère, c'est tout.

Ma remarque ne s'adresse pas du tout aux remarques précédentes puisque vous avez bien senti, par mon intervention précédente, que j'avais mis deux heures avant de dire d'accord pour passer ce dossier en Conseil parce que devant toutes les inquiétudes il y a cela, je pense qu'il y a des collègues qui le savent bien, parce que dans le cri du cœur de nos collègues également Recteur, on avait : « *Ne ratez pas la construction de l'Europe.* » Parce que si les universités européennes ne défendent pas le modèle européen auquel nous sommes très attachés, le modèle social des universités européennes, nous prendrons en pleine figure dans nos pays la réalité d'un modèle anglo-saxon d'universités d'enseignement supérieur, et à ce moment-là, il en est fini de l'accès de beaucoup de jeunes de ces pays du Maghreb face à l'élargissement d'un modèle anglo-saxon.

Je vais jusqu'au bout de ma conviction.

**M. BOURGEOIS.-** J'en suis convaincu, mais je me demande comment on va pouvoir faire une convention entre un diplôme ici et un diplôme délocalisé là-bas sans que l'équipe pédagogique d'ici soit au courant de cette convention.

**Le Président.-** Est-ce que réellement l'équipe pédagogique n'a pas été au courant ? Je ne sais pas, il me semble que nous avons consulté beaucoup de monde.

**M. BOURGEOIS.-** C'est moi qui ai appris au responsable du Master STIC, Laurent PHILIPPE, cette collaboration, il n'était pas au courant.

Le responsable du Master IPSM, donc de l'option, n'est pas au courant non plus, et moi, en tant que responsable des stages, je ne pensais pas que ce dossier allait passer au CA puisqu'il n'était pas à l'ordre du jour, je l'apprends donc également.

Je suis surpris pas la méthode et par le peu de concertation qu'il y a eu.

**Le Président.-** M. BOURGEOIS, quand je parle du cumul que j'ai refusé, vous savez très bien de quel cumul je parle.

**M. MOUNTASSIR.-** Nous allons signer avec une école privée alors qu'il y a des établissements publics sur lesquels ces spécialités originales peuvent évoluer, dont toutes les universités du Maroc, plusieurs grandes écoles qui sont très connues, de renommées internationales.

La deuxième chose, c'est que comme c'est une école privée, ces jeunes-là ont les moyens, ça coûte très cher.

**Le Président.-** Quand on voit le nombre d'étudiants marocains que l'on accueille ici parce qu'ils ne veulent pas aller dans les universités publiques dans leur pays d'origine, il faut peut-être s'interroger sur les moyens qu'ont ces jeunes qui viennent s'inscrire dans nos Masters et qui viennent faire tourner, dans certains cas, nos Masters en Franche-Comté parce qu'ils ont les moyens de venir se payer des études en France. Et là, on ne se pose pas de questions, on remue bien ciel et terre pour leur trouver les bonnes conditions d'accueil. Vous n'êtes peut-être pas toujours très cohérent dans vos interventions.

**M. KADMIRI.-** Je me réjouis de voir une convention avec le gouvernement marocain arriver, parce que cela fait un petit moment que nous avons essayé de demander de monter soit une co-diplomation, soit des partenariats avec le Maroc, nous sommes sollicités - M. CONDÉ vient d'en parler - par plusieurs présidents d'universités, il a parlé de Marrakech, je peux parler d'El Jadida, je peux parler de Tanger Tétouan, je peux parler de Rabat qui n'arrêtent pas de nous faire des demandes pour monter quelque chose et dernièrement, justement, on nous demandait un master dans le domaine de l'informatique, et nous avons invité, dans le cadre d'un déplacement au Maroc qui n'a pas eu lieu – il y a un peu plus d'un mois – des gens du laboratoire d'informatique pour essayer d'aller là-bas, M. CAVALLI était avec nous, nous étions plusieurs, pour aller proposer des Masters.

Bien sûr, pour le moment cela n'a pas abouti, je ne désespère pas, personnellement, je n'ai rien contre, je veux simplement dire que c'est une école privée, quand bien même je n'ai rien contre, mais je ne sais pas comment une école privée peut délivrer un Master puisque c'est un diplôme d'Etat, ce n'est donc pas un Master, c'est un équivalent.

**Le Président.-** C'est l'appui à la préparation d'un Master.

**M. KADMIRI.-** Il ne faut donc pas que l'on dise Master parce que les Masters sont donnés par les universités et pas par une école privée.

**Le Président.-** C'est un appui à la préparation.

**M. RONDOT.-** L'école n'est pas reconnue par l'Etat ?

**M. KADMIRI.-** Aujourd'hui, je pars au Maroc, nous partons, nous pouvons être autorisés pour autant d'écoles. Aujourd'hui, si je dis que je veux ouvrir une école et que j'ai les moyens, on me dit « *Vas-y* » parce qu'ils n'ont pas les moyens.

**Le Président.-** M. KADMIRI, l'engagement que nous avons eu c'est que nous n'étions pas devant n'importe quelle boîte privée.

**M. KADMIRI.-** C'est une école privée !

Je me réjouis de voir une convention arriver là et de la signer avec le

Maroc. En dehors de cela je demande pourquoi on ne signe pas avec les universités qui nous sollicitent depuis longtemps, pourquoi ?

Et là, cela pourrait profiter à des gens qui auraient les moyens, parce qu'il faut quand même dire qu'une école privée, c'est 80 000 ou 100 000 francs l'inscription, parce que dans le secondaire, c'est 6 000 francs l'inscription dans notre école, toutes nos écoles sont payantes. Les gens mettent dans le privé, malheureusement tout le monde ne peut pas payer, certains se saignent pour le faire parce que le public a démissionné.

**Le Président.-** Encore une fois, M. KADMIRI, à combien revient le fait de venir faire un master en France ?

**M. KADMIRI.-** Mais tout le monde ne vient pas, viennent en priorité ceux qui ont des moyens.

Je connais des étudiants qui ont 600 m<sup>2</sup> sur les Champs-Élysées !

**Le Président.-** M. KADMIRI, vous avez beau jeu de nous dire qu'au Maroc c'est comme cela, parce que toutes ces questions ont été posées très clairement, il me semble, à M. BAH. Cela a duré une heure et demi en CEVU, on a repoussé, on a fait un deuxième CEVU, en laissant 15 jours pour reconsulter, nous avons discuté et débattu, toutes les questions que vous soulevez sont sorties. Vous avez la connaissance de la réalité du terrain parce que vous vous rendez très fréquemment au Maroc, d'ailleurs à la demande de nombreuses institutions officielles, il se trouve que Jacques BAH a également une bonne connaissance du Maroc, peut-être ai-je la naïveté de faire confiance à un collègue qui a été questionné pendant deux heures par moi avec les mêmes préoccupations que celles que vous avez, il est passé en CEVU deux fois de suite et le CEVU nous propose ce dossier aujourd'hui.

Pour bien connaître le cri d'alarme de tous ces collègues, j'aimerais que nous nous penchions sur la réalité de l'Afrique au sens large sur le désengagement de l'Etat français pour l'appui aux pays d'Afrique, et qui est en train de prendre la place ? On le sait très bien, on ne va pas regarder ce qui se passe, qui a eu les financements sur les appels d'offres à Conakry ou autres ? Ce n'est sans doute pas les français.

**M. KADMIRI.-** Je veux quand même que l'on comprenne bien le message. Je n'ai pas dit que je m'opposais à une convention même avec cette école privée, je dis seulement que je me réjouis de faire une convention avec le Maroc, et qu'il y ait enfin quelque chose qui vienne.

Je pose la question pour tout le monde : pourquoi est-ce qu'on ne fait pas des partenariats avec les universités qui nous le demandent tous les jours ?

Je ne dis pas que je suis contre le projet, je demande pourquoi on ne fait pas le reste.

**Le Président.-** M. KADMIRI, des universités qui nous demandent d'ouvrir des partenariats, nous en avons à la pelle. Cela a quand même une limite !

Regardez combien de fois déjà vous vous déplacez les uns et les autres dans l'année. Est-ce que nous sommes capables d'aller au-delà ?

Pour nous qui voyons la marge de manœuvre que nous avons sur les déplacements, je pense que nous sommes arrivés au maximum de ce que nous savions

faire.

**M. KADMIRI.-** On nous prend en charge.

**Le Président.-** Et pendant ce temps-là le temps de travail au service de l'université ?

**M. KADMIRI.-** Il y a cette corde sensible qui nous dit : qu'est-ce que l'on peut faire ? Est-ce qu'on ne peut pas aider ?

**Le Président.-** Nous avons privilégié, vous le savez, mais je ne voudrais pas déclencher des crises de jalousie, dans notre projet d'établissement, sur la dimension de la solidarité, nous n'avons privilégié qu'un partenariat avec l'Algérie parce qu'il me semble que l'Algérie est dans une situation telle qu'il 'est de notre responsabilité, en tant qu'universitaire français, d'aller les aider.

**M. KADMIRI.-** Vous croyez que nous sommes mieux placés ?  
Nous avons les mêmes soucis.

**Le Président.-** Vous savez aussi que nous avons une entente au niveau national pour se répartir un peu les partenariats des uns et des autres et non pas des partenariats où nous irions tous en ordre dispersé vendre, comme on l'a vu, toutes les licences professionnelles. Il est très facile d'aller trouver des financements pour les licences professionnelles en les vendant dans tous les pays du Maghreb, Tunisie, Maroc et Algérie comme on l'a pour le moment. Nous avons donc souhaité privilégier quelques priorités.

**M. GHARBI.-** Ma crainte c'est qu'avec une école privée j'ai l'impression que l'on va servir de produit d'appel, j'aimerais bien voir leur affiche publicitaire disant que c'est une université française qui va donner les cours. Je pense que c'est malsain de signer un accord comme celui-ci. Vous dites vous-même qu'il n'y a pas la même formation dans les universités publiques, le fait de signer cet accord empêchera une université d'envisager un tel programme dans les années à venir. Je pense qu'il ne faut pas gager l'avenir en disant que ça n'existe pas, donc on signe aujourd'hui. Le fait que l'on signe aujourd'hui empêchera le développement d'une telle branche, je pense que nos collègues d'informatique sont autant capables que cette école d'avoir des accords avec une université et avec des universitaires que nous avons formés à l'Université Franche-Comté, ce qui apportera des échanges de scientifiques et d'étudiants beaucoup plus conséquents que de payer des heures de cours à l'Université de Franche-Comté.

**Le Président.-** Je mets le dossier au vote parce que toutes les questions que vous posez ont été posées plusieurs fois.

**M. BOURGEOIS.-** Ce que demandent les universités voisines qui ont des accords avec des écoles privées, c'est qu'un certain nombre d'étudiants - le barème est fixé à 50 % - soient financés par l'Etat Marocain.

Là, je ne vois pas ce type de seuil dans la convention, c'est-à-dire que dans les autres écoles que l'EMSI l'Etat finance les droits d'inscription des étudiants, par exemple de 50 % des étudiants ; ce qui permet du coup aux étudiants de suivre une scolarité gratuite et d'un bon niveau puisqu'assurée par un Master.

Ce que je constate c'est que cela n'apparaît pas dans ce dossier.

**Le Président.**- On peut mettre une réserve, si vous le souhaitez.

**M. BOURGEOIS.**- Non, il faut que ce soit clairement dit.

La question est : pourquoi ne fait-on pas d'accords avec les écoles qui proposent de payer gratuitement les droits d'inscription et pourquoi fait-on des accords avec les écoles qui ne proposent pas de financement.

**Le Président.**- Il y a un diplôme que vous connaissez bien, puisque vous l'évoquez, qui est pour le moment construit par un partenariat avec une école privée. Ce que vous évoquez là est bien avec un partenariat avec une école privée au Maroc et sur lequel j'ai dit non.

**M. BOURGEOIS.**- Oui, mais où les étudiants étaient remboursés des frais d'inscription par l'Etat marocain.

**Le Président.**- Il y a donc bien des écoles privées dont les financements sont payés par l'Etat.

Comme c'était une université sous contrat avec l'Etat, j'ai pensé qu'il y avait bien cette dimension, ce qui n'était pas le cas de l'autre dossier que vous évoquez.

**M. MARISA.**- Je suis également choqué par le fait de passer un accord avec une école privée. On avait eu des formations privées qui étaient affichées au niveau de la Fac de Lettres et ça me pose un problème. Il y a vraiment un cliché auquel il faut tordre le cou, c'est quand je vous entends dire que les étudiants qui viennent en France faire un Master sont fortunés, ce n'est pas vrai. J'ai vu beaucoup d'étudiants maghrébins arriver à Besançon sans aucune ressource financière, c'est toujours le cirque pour les loger. Ils nous disent qu'ils ne veulent pas s'inscrire dans une université du Maghreb parce qu'elles n'ont pas un bon niveau, qu'ils n'ont pas l'argent pour aller dans une école privée au Maroc ou ailleurs donc ils viennent en France sans moyen, donc quand ils financent leur Master cela veut dire qu'ils travaillent énormément. On ne peut pas dire que la majorité des étudiants qui arrivent en France pour faire un Master sont fortunés. Je peux le démentir parce que je l'ai vu pendant des années.

**Le Président.**- Nous passons au vote.

Vous avez une proposition du CEVU d'un texte qui est là. Vous pouvez vous exprimer dessus.

Qui s'oppose à ce dossier ? 8.

Qui s'abstient ? 15.

Qui est pour ? 4.

## **7 - Affaires statutaires :**

### **7.1 - Statuts du CLA : modifications**

**M. BORG.**- Les statuts dataient d'une vingtaine d'années, il fallait donc les rafraîchir même si ce terme au CLA est toujours ambigu, il s'agit donc d'un rafraîchissement terminologique, je tiens à le dire dès le début.

Je voudrais quand même rebondir sur ce que je viens de vivre, en effet il y a des dichotomies entre privé et public qui me donnent froid dans le dos parce que depuis que je suis rentré en Europe je ne sais plus trop ce qui est privé et ce qui est public. Moi-même je suis dans une structure publique qui fonctionne à 120 % en privé au service du public. La crise identitaire que vous avez donc engendrée chez moi est maintenant affirmée.

Je comprends tout ce qui a été dit mais j'en sortirai encore plus inquiet en rentrant chez moi.

Pour revenir aux statuts, il fallait donc les dépoussiérer et les rafraîchir, il fallait aussi remettre le CLA dans ce qu'il est réellement au niveau structurel et dans ses missions, à savoir qu'il fonctionne sur une dichotomie qui est périmée, à savoir le français langue étrangère et les langues vivantes, c'est un pôle qui est simplement rebaptisé enseignement des langues et un autre pôle qui est monté en puissance lors de ces 10 dernières années mais qui n'a pas eu d'appellation terminologique, je pense que c'est le moment de le faire, c'est le pôle de l'ingénierie de la formation puisque plus ça va, plus les demandes qui émanent de l'étranger évoluent. Ce sont des demandes relatives non plus simplement à la formation didactique mais qui touchent essentiellement à l'expertise, au conseil, à l'audit et à la production de cursus clé en main. Il a donc fallu mettre dans l'équipe de direction de nouveaux responsables en qualité d'adjoints mais aussi en qualité de chargé de mission pour couvrir l'ensemble de la nouvelle réalité de cette entité bizarre qu'est le CLA.

Je me suis aussi permis, grâce à des conseils qui sont venus de vous, Madame le Président, et d'autres, de mentionner clairement un recentrage vers le grand cousin, le grand frère, SLHS puisqu'il ne faut pas oublier qu'historiquement le CLA est une excroissance de la Faculté des Lettres, je le dis donc sans aucun état d'âme, mais c'est vrai que tout au long des articles on se demandait si parfois le CLA était quelque chose à la périphérie ou à la sortie de l'Université de Franche-Comté. Maintenant, c'est clair et net, le recentrage se veut très fort, avec aussi des appartenances au niveau du Conseil d'administration, je trouvais pour ma part lamentable que le directeur de la direction des formations internationales de notre université ne soit pas un membre permanent du Conseil d'administration. Le CLA travaille à 100 % à l'international, il m'est donc apparu nécessaire de mettre le directeur des relations internationales dans le Conseil d'administration.

Voilà les grandes lignes. Vous avez vu que c'est un texte très épais et les modifications qui figurent en italique abondent, je ne peux malheureusement pas faire avec vous l'analyse dans le détail, mais je tiens vraiment à remercier M. Jean BARRIN pour m'avoir aidé dans ce travail ainsi que M. Louis BERION parce que sans eux tout ce réaménagement et ce travail en profondeur, article par article, n'aurait pas pu se faire.

Maintenant, je peux répondre aux questions ponctuelles.

**Le Président.-** Vous avez pu prendre connaissance du dossier.

**M. CONDÉ.-** J'ai déjà eu l'occasion de discuter de ces statuts lors du Conseil d'administration du CLA et ce que je vais dire maintenant j'aurais dû le dire à ce moment-là, mais je l'ai vu après.

En préambule, je dirais que j'approuve l'esprit de tout ce que j'ai pu lire, peut-être une chose à l'article 13, on comprend bien la bonne volonté qu'il y a du CLA à inscrire dans une équipe de recherche de l'université les enseignants-chercheurs du CLA. Peut-être n'est-il pas utile de mettre le nom de l'équipe dans les statuts. Il y a, à l'article 13, le laboratoire de recherche Laseldi – Idiomes, je ne sais pas si Laseldi – Idiomes existera encore dans 5 ou 6 ans, alors est-ce qu'il faudra changer les statuts à chaque fois que l'équipe changera de nom ? Je ne sais pas.

**M. BORG.-** Il faut avoir confiance en l'avenir, donc je pense que ce laboratoire qui publie beaucoup va persister et prospérer. Ensuite, tous les maîtres de conférences du CLA émanent de la 7<sup>ème</sup> section, je les vois donc mal aller s'inscrire en Sciences de l'Éducation ou en Microtechnique, mais enfin, peut-être, je ne sais pas, tout est possible. La grande famille de rattachement est quand même le Laseldi – Idiomes, et 9 enseignants sur 9 sont inscrits au Laseldi – Idiomes ; je voulais simplement bien montrer qu'il n'y avait pas la concurrence ou en aucun cas la reconstitution à l'état embryonnaire d'un laboratoire, c'est simplement pour qu'il y ait une petite entité pensante au CLA et non pas un parking de maîtres de conférences comme ça a été montré du doigt fréquemment.

Je continue à croire que le Laseldi – Idiomes va exister et les enseignants du CLA sont très heureux d'y travailler.

**Le Président.-** On peut peut-être trouver quelque chose de plus général parce qu'il est vrai qu'il y a une réflexion de structuration qui est en route.

**M. CONDÉ.-** Si on met un laboratoire de recherche de l'UFR SLHS ça me suffit.

**M. BORG.-** D'accord.

**Le Président.-** Ou laboratoire de recherche en Sciences du langage.

**M. CONDÉ.-** Oui. Sinon, on va revenir devant le CA à chaque fois.

**Le Président.-** Je crois qu'il faut dire que les postes d'enseignants-chercheurs rattachés administrativement au CLA sont pour leur profil recherche rattachés au laboratoire de recherche en Sciences du langage de l'Université de Franche-Comté.

Et à ce moment-là : « *Outre ce rattachement, les enseignants-chercheurs du CLA se réunissent en collège ayant pour mission...* »

Cette remarque étant faite, qui s'oppose au texte qui nous est présenté et que vous avez eu le temps de lire ?

Qui s'abstient ?

**Unanimité sur cet accord avec une petite modification.**

**7.2 – Statuts des Annales Littéraires : modifications**

**Le Président.-** Les statuts des Annales Littéraires ne relèvent pas du CA.

Je rappelle que les Annales Littéraires sont pour nous une des composantes des Presses Universitaires, ce que nous connaissons, c'est le Conseil des Presses Universitaires, au-delà le Conseil d'administration n'a pas à se prononcer.

Le point 7.2 n'a donc pas à être à l'ordre du jour.

**8. Affaires financières :**

**8.1 – Admission en non-valeur**

**Le Président.-** Vous avez reçu les documents pour préparer ce CA, est-ce que vous avez des questions sur ces admissions en non-valeur ?

**M. LONCHAMP.-** Je suis toujours très surpris du montant des sommes qui sont réclamées concernant les sommes qui sont mises en recouvrement.

Est-ce que le Conseil d'administration ne peut pas décider une bonne fois qu'en dessous de 20 ou 30 € il n'y a pas de mise en recouvrement ?

**M. MOITON.-** En dessous de 30 € ce n'est pas obligatoire mais les composantes peuvent toujours mettre en recouvrement les titres. C'est-à-dire que l'on conseille de ne pas mettre en recouvrement, mais c'était aussi des sommes en moins.

**M. LONCHAMP.-** Si je prends la somme de 3,77 €, je pense que le rappel va coûter beaucoup plus cher.

**M. BERION.-** Si on fait une règle, certains en abuseront.

**M. MOITON.-** On peut le faire mais cela fera des recettes en moins.

**Le Président.-** La question de M. LONCHAMP est : est-ce que l'on doit passer cela en CA systématiquement ?

On pourrait peut-être dire qu'en dessous de 30 € on ne le passe pas en CA.

**M. LONCHAMP.-** Je suis aussi contre le fait de faire un rappel, donc a priori avec accusé de réception pour 3,70 €.

**M. MOITON.-** Il n'y a pas de possibilité de déléguer à l'agent comptable ou à une autre personne cette décision d'admission en non-valeur, le CA uniquement est compétent.

**Mme le SAGE.-** Ce sont les règles de la comptabilité publique.

**M. LONCHAMP.-** La comptabilité publique, justement, c'est de bien gérer les deniers publics, ce n'est pas mettre plus d'argent en recouvrement que ce qui est à recouvrer.

**M. BERION.-** Ce qui est à craindre, après, c'est que tous les gens qui vont devoir 30 € ou moins ne vont plus se fatiguer pour payer sachant qu'ils ne seront jamais poursuivis. Ça va vite !

**Le Président.-** Qui s'oppose à la liste de recouvrement qui est là ?  
Qui s'abstient ?

**Unanimité.**

## **8.2 – Frais de gestion des contrats**

**Le Président.-** Jean PIRANDA devait nous présenter cela mais il est absent.

Actuellement, le prélèvement pour frais de gestion des contrats pour la partie contribution au service de valorisation, en accord avec le CNRS, passe de 5 à 7 %.

Il nous faut un avis du CA à ce sujet.

Je vous rappelle qu'actuellement les contrats gérés par les services de valorisation, dans le contrat précédent et dans le projet d'établissement précédent, étaient de 5 %. 5 % qui retournent aux composantes au titre de l'entretien de l'infrastructure, et 5 % qui sont mutualisés au service des laboratoires à la direction de la Valorisation. Je ne suis pas en train de parler du SAIC, mais bien du service rendu par la direction de la Valorisation aux laboratoires, par exemple le financement du chargé de mission Europe pour aider les laboratoires à monter des programmes Interreg, monter le programme du 6<sup>ème</sup> et bientôt 7<sup>ème</sup> PCRD.

La proposition était, compte tenu de l'investissement de cette direction de la Valorisation au service des laboratoires, le CNRS est tout à fait d'accord là-dessus, de passer ce prélèvement de 5 à 7 %, et les laboratoires sont déjà prévenus.

**M. CAVALLI.-** C'est sur les contrats qui sont liés à la valorisation ou tous les contrats qui passent par le SAIC ?

**Le Président.-** Peux-tu donner des exemples ?

**M. CAVALLI.-** Par exemple ce que l'on fait au laboratoire au niveau de l'analyse des eaux, est-ce que c'est concerné ou pas ?

**M. BERION.-** Oui, c'est prélevé.

**Le Président.-** J'étais sur l'activité contractuelle des laboratoires de recherche, pour moi ce sont tous les contrats, mais c'est vrai que le laboratoire de chimie des eaux est un peu une exception parce ce n'est pas un labo de recherche.

**M. CAVALLI.-** Ce n'est pas un laboratoire de recherche, donc je veux bien abonder un peu la valorisation, mais...

**Le Président.-** Vous savez que cette façon de prélever est mutualisée à travers le service de valorisation, c'est pour nous une excellente façon de faire repartir vers tous les domaines disciplinaires de l'université l'activité de valorisation, parce que plusieurs postes financés de cette façon-là vont bien au service de l'ensemble des composantes.

Je reprends l'exemple du chargé de mission Europe qui va accompagner y compris des secteurs dans lesquels il y a très peu d'activités contractuelles, de prestations de service, que des laboratoires dans lesquels il y a une grande activité de prestations de service ou contractuelle.

**M. CAVALLI.-** Cela fera d'autant moins pour les activités de prestations pour l'université.

**Le Président.-** Pour le moment, on peut se le permettre, s'il y a une difficulté nous verrons.

Qui s'oppose au passage de 5 à 7 % de prélèvement ?

Qui s'abstient ?

**M. BERGER.-** Excusez-moi, les directeurs de laboratoires sont-ils d'accord ?

**Le Président.-** Cela a été évoqué, c'est dans l'annexe que nous avons signée.

Peut-on arrêter, parce que c'est très fatigant, d'avoir des questions qui arrivent pendant que nous sommes en train de voter. Je vous rappelle que nous avons à la suite un restreint extrêmement lourd.

Les directeurs d'UMR, au moins, sont prévenus puisque nous nous sommes mis d'accord avec le CNRS, et c'est déjà mis en œuvre par le CNRS.

Qui s'abstient ?

Unanimité sur ce prélèvement.

Il y aura un rendu compte devant le CS et devant le CA de cette augmentation de prélèvement qui repart complètement au service des laboratoires de recherche.

Les laboratoires de recherche n'auront plus de prélèvements au titre des 5 % supplémentaires que le CNRS va leur laisser. C'est dans le cas particulier des UMR. Nous pourrions en parler.

### **8.3 – Réforme de matériels**

**Le Président.-** Là encore, c'est un acte obligé.

**Mme FLENET.-** J'avais demandé l'ajout de la liste de la présidence.

**M. BERION.-** Aux deux listes que vous avez, celle qui émane du service de médecine préventive et puis l'autre du service commun de documentation de la BU Lettres, il faut ajouter des ordinateurs et des imprimantes du service général. Je ne veux pas vous en faire la liste, il y a 5 ordinateurs, 1 portable et 5 imprimantes.

Nous mettrons la liste avec le PV.

**Le Président.-** Qui s'oppose à la sortie de ces matériels ?  
Qui s'abstient ?

**Unanimité sur les trois listes qui seront jointes en annexes au PV.**

#### **8.4 – Liste des contrats de recherche 2004 gérés en ressources affectées à valider en CA**

**Le Président.-** Le Conseil Scientifique s'est prononcé sur ce dossier lundi, je n'ai pas assisté au CS, mais nous étions intrigués sur le rattachement de ressources affectées à l'IUT Besançon-Vesoul. Il est donc demandé qu'à l'avenir il n'y est pas de ressources affectées dans des composantes qui n'ont pas une mission de recherche.

Il faut rattacher la convention là où est géré le laboratoire de recherche, et là, dans les deux cas, ce qui est proposé ce sont des activités de recherche, qui, pour moi, sont dans les deux cas des activités du SCUI. On demande donc que ce ne soit pas géré à l'IUT.

Cela a été ouvert ainsi au titre de 2004 donc on demande à ce que ce ne soit pas reconduit au titre de 2005.

De même sur le contrat de M. HIHN. Il faudra régulariser, mais c'est plus une information au titre de 2004.

C'est une information.

**M. BERION.-** Le Président a une délégation du CA pour signer en cours d'année des contrats et en contrepartie il doit rendre compte au Conseil en vous présentant la liste des contrats qu'il a signé au cours de l'année, et c'est ce que l'on fait aujourd'hui.

**Le Président.-** Est-ce que vous avez des remarques concernant cette liste ?

Qui s'oppose à cette liste ?

Qui s'abstient ?

**Unanimité sur cette liste.**

#### **8.5 – Frais de dossier pour diverses filières**

**Le Président.-** Je vais passer la parole à Éric sur ce point ; plusieurs directeurs sont concernés, nous leur demanderons également de prendre la parole.

**M. PREDINE.-** On rencontre ces frais de dossier dans différentes formations, notamment dans les dossiers pour les DUT et pour des inscriptions sur le web à propos des filières sélectives, DUT, licences pro et masters. Ces frais de dossier sont perçus au moment de la pré-inscription et s'élèvent à 10 € la candidature.

Il faut un accord du Conseil d'administration pour que l'agent comptable puisse encaisser ces différents frais de dossier.

**Mme PADBERG.-** Le problème, tel que j'ai pu le comprendre de la part des scolarités, c'est qu'il y aura des candidats qui auront candidaté à travers le web payant ces 10 € et d'autres qui s'adressent directement aux scolarités qui ne paient pas.

Ils devraient payer ?

**Plusieurs intervenants.-** Oui.

**Le Président.-** C'est une pratique de plusieurs UFR. L'UFR ST pratique déjà cela mais nous devons l'officialiser, quelles sont les autres composantes qui le pratiquent ?

**M. BERGER.-** Nous avons travaillé cela avec M. JURINE.

**Mme FLENET.-** Je pense effectivement qu'il faut que ce soit clair pour chaque candidature, qu'elles soient manuelles ou par le web, autrement ça n'a pas de sens.

**Mme PADBERG.-** Est-ce que c'est légal ou illégal ?

**M. RONDOT.-** C'est légal, il faut pouvoir justifier de frais de courriers, etc.

C'est un service que l'on rend et on a le droit de faire payer un service pour les filières sélectives.

**M. MARISA.-** Pour bien comprendre, c'est censé couvrir quels frais ?

**M. KADMIRI.-** Étude des dossiers et frais de scolarité.

**M. BERGER.-** Filière sélective, ce n'est pas le bon mot. Toutes les entrées dans les diplômes, qu'ils soient au milieu, à l'entrée ou au bout du diplôme ne sont pas de droit, tout ce qui n'est pas de droit demande un dossier de candidature et pas un dossier d'inscription. Il faut fabriquer un dossier de candidature, le recevoir, les filières répondent, envoient des compléments, etc., et l'argent va dans les filières concernées.

**M. CONDÉ.-** Est-ce que c'est passé au CEVU ?

**M. PREDINE.-** Oui, mais pas cette année, les années précédentes.

**M. CONDÉ.-** C'est pour savoir si le CEVU a accepté cette idée de filière sélective avec une définition.

En SLHS, par exemple, on ne l'applique pas.

**Le Président.-** Il est vrai que c'est une pratique qui est arrivée surtout par les DESS.

**M. CONDÉ.-** Quand il y a une sélection, je comprends, mais quand il n'y en a pas ?

**M. BERGER.-** Il y a un travail supplémentaire pour tout ce qui n'est pas entrée de droit et suivi de dossier. Nous avons des commissions spécifiques qui se réunissent toutes les semaines en ce moment, et il y a donc des dossiers qui se font en plus.

**M. BERION.-** Il faut que le CA délibère sur la possibilité de continuer à percevoir ces frais de dossier.

**M. KADMIRI.-** Nous avons résolu le problème dans le cas des inscriptions par le web en disant que c'est une fois par centre de gestion. On arrive à contrôler cela quand c'est sur le web mais sinon, on ne peut pas contrôler.

**M. BERION.-** C'est la possibilité de percevoir 10 € à l'inscription dans toutes les filières dont l'inscription n'est pas donnée.

**Mme FLENET.-** Ce n'est pas à l'inscription, c'est à la candidature.

**Le Président.-** Nous allons rédiger exactement la proposition ; c'est la possibilité de demander une contribution de 10 € lors du dépôt de candidature pour une inscription dans une filière dont l'admission n'est pas de droit.

**M. CONDÉ.-** Cela concerne les gens qui rentrent chez nous par équivalence. C'est de droit ?

**Le Président.-** Tu n'es pas obligé de le faire.

Joël, est-ce que tu peux préciser un petit peu suite à la question de Claude ?

Nous étions vraiment partis sur des filières sélectives.

**M. CHABAUTY.-** Pour le télé-enseignement ou l'enseignement à distance, de plus en plus, on demande aux étudiants qui veulent s'inscrire d'aller voir sur Internet, et quand on envoie un guide des études, cela fait plus de 100 pages, est-ce que l'on peut facturer l'envoi de ces dossiers ?

À une époque, d'ailleurs, nous le faisions, et on ne l'a plus fait ensuite.

Il est vrai que l'on essaie d'éviter l'envoi de ce guide des études dans chaque filière, celui-ci donne l'ensemble des modalités de la formation de toutes les UE, c'est quelque chose qui est relativement lourd.

**Le Président.-** Là, nous sommes dans une situation à part. Mais tu es tout à fait dans le cas classique de charges conséquentes qui viennent en complément des frais d'inscription.

**M. CONDÉ.-** Ce n'est pas réparti sur l'ensemble des UE, ou alors on pourrait parfaitement imaginer que le dossier est téléchargeable sur le site Internet.

**Le Président.-** Tu es tout à fait dans le cas où il y a un coût supérieur pour une raison justifiée aux droits d'inscription de base, et il faut absolument que l'étudiant ne soit pas pénalisé pour ses études et pour passer son examen s'il n'a pas pris cette charge supplémentaire.

Je pense que tu es dans ce cas-là, parce que soit la personne va recevoir un guide, soit elle va regarder l'ensemble des informations sur le site, je veux dire qu'elle n'est pas pénalisée dans le déroulement de sa formation, ni au moment où elle va passer ses examens si elle n'a pas payé les frais d'envoi papier de ce guide si elle a pu le consulter sur le site.

**M. CHABAUTY.-** À moins qu'il explique qu'il n'est pas capable d'aller voir sur Internet.

**Le Président.-** Pour moi, cela ne pénalise quand même pas la formation qui va suivre ni le moment où il va passer son examen, parce qu'en général il va te demander cela avant d'être inscrit.

Nous n'allons pas élargir la discussion, vous allez vous prononcer sur la possibilité de demander une contribution de 10 € lors du dépôt de candidature pour inscription dans une filière quand l'admission n'est pas de droit.

C'est la possibilité.

**Mme FLENET.-** Quand on dit la possibilité, je voudrais donner une précision, quand on gère les candidatures par le web, de temps en temps on va dire oui et de temps en temps on va dire non, d'une part les étudiants ne vont absolument pas s'y retrouver, nous non plus, cela va devenir assez ingérable. C'est-à-dire que tout ce qui n'est pas le web n'est pas homogène et il va être assez difficile d'informer les gens sur quand est-ce qu'ils vont avoir à payer, quand est-ce qu'ils ne vont pas avoir à payer et pourquoi.

**Le Président.-** Il faut croire que les composantes qui disent que ça ne coûte rien c'est parce qu'ils ont du personnel qui leur permet de le faire et ils ont une DGF qui leur permet de payer largement tous les frais de dossiers quand il y a 400 dossiers. Et répondre à 400 candidats, cela a réellement un coût qui, pour nous, ne relève pas du SAN REMO.

**M. BERGER.-** Nous en avons eu plus de 6 000 l'an dernier avec 6,80 €

d'envoi à chaque fois.

**M. MARISA.-** Je ne suis pas sûr d'avoir tout compris, ça ne me semble pas très clair. Je me souviens qu'on nous avait présenté un peu les choses ainsi pour 25 € supplémentaires d'inscription à la Fac de Droit, on m'avait dit : « *Tu verras, c'est quelque chose de facultatif.* » Je n'avais pas bien compris pour quel service c'était mais très vite, en voyant les inscriptions, je me suis rendu compte que les 25 € supplémentaires n'étaient pas imposés mais on les demandait si on le voulait pour service supplémentaire, et c'est rapidement devenu obligatoire.

Là, on nous dit 10 € si l'étudiant veut recevoir un guide...

**Le Président.-** M. MARISA, je vous arrête tout de suite parce que nous ne sommes pas dans ce cas de figure. Ronan CHABAUTY nous a peut-être un peu brouillé les cartes, on n'est pas en train de parler d'un complément de droit d'inscription, on est bien sur la candidature à une admission à l'université quand celle-ci n'est pas automatique. Nous ne sommes pas en train de parler de frais d'inscription, c'est très en amont.

Pour que ce soit bien clair dans votre esprit, nous ne sommes pas en train de mettre un surcoût aux droits d'inscription, nous sommes simplement en train d'évoquer l'aboutissement, quand quelqu'un est candidat et que son inscription n'est pas automatique.

Qui s'oppose à la proposition ?

Qui s'abstient ?

**Unanimité moins une abstention.**

## **8.6 – Frais financiers générés par les paiements des demandes d'inscriptions par carte**

**M. MOITON.-** Comme d'autres universités, l'Université de Franche-Comté souhaite offrir aux étudiants la possibilité de régler les droits d'inscriptions par carte bancaire en ligne sur Internet. Dans un premier temps ce sera uniquement au niveau des réinscriptions.

Nous avons travaillé avec un prestataire qui est spécialisé dans les encaissements à distance par carte bancaire, maintenant nous avons fait transiter le dossier de l'adhésion au niveau de la Trésorerie Générale et celle-ci attire notre attention en soulignant que même si l'encaissement a lieu par carte bancaire, pour tout encaissement à distance, c'est-à-dire aussi bien par téléphone que par Internet la transaction n'est pas garantie, pour l'université comme pour un commerçant d'ailleurs, c'est-à-dire que le porteur de la carte peut toujours revenir sur sa décision et contester aussi bien le montant que la réalité de la transaction, c'est pour cela qu'automatiquement notre compte sera débité après avoir été crédité.

Il vous est donc demandé d'autoriser ce débit automatique sur notre compte sinon nous ne pourrions pas bénéficier de ce système d'adhésion à la carte bancaire à distance. Il faut prendre une délibération de principe pour autoriser le débit sur notre compte en cas de contestation de personne. Nous n'avons pas le choix.

**Le Président.-** Qui s'oppose à la demande qui vient d'être transmise par l'agent comptable ?

Qui s'abstient ?

**Unanimité.**

## **9. – Questions diverses**

**Le Président.-** La convention CAGB / UFC pour TEMIS innovation n'est toujours pas transmise par la CAGB, nous ne pouvons donc pas nous prononcer, ce qui est dommage parce que nous allons emménager sans convention.

### **9.1 – Convention CAGB / UFC pour la maison des micro-techniques**

**Le Président.-** Cette convention est passée en CEVU le 23 mai 2005 avec une ou deux petites modifications de rédaction que vous avez dans votre document. Je pense que vous avez eu le temps de la lire.

Cette convention nous permettra de développer et de renforcer notre partenariat avec le CROUS, elle va donc tout à fait dans un meilleur service rendu à l'étudiant.

Sur cette base, qui s'oppose à cette convention ?

**M. MARISA.-** J'ai une remarque. Je trouve cette convention très bien, je voterai pour, mais dans les actes, après, avec l'expérience que nous en avons, on se rend compte que c'est extrêmement difficile à traduire.

**Le Président.-** Tant que nous n'avons pas la convention-cadre on ne peut pas imaginer les actes qui vont avec.

Qui s'oppose à la convention-cadre ?

Qui s'abstient ?

**Unanimité sur la convention-cadre.**

Le CEVU a la responsabilité du suivi de la convention.

Un point d'information à la demande d'Éric PREDINE et de Louis BERION, très rapidement, mais compte tenu de l'intérêt du dossier, vous allez comprendre qu'il est bien que nous vous en parlions ce soir.

**M. PREDINE.-** Comme beaucoup d'entre nous, vous êtes certainement assaillis par une multitude de spams sur votre messagerie, nous allons intervenir et prendre des mesures de façon à ce que ces spams vous arrivent en nombre limité, et pour cela le CRI va changer le système de messagerie pendant l'été.

Je ne connais pas les détails techniques, mais avec ce nouveau système 90 % des spams actuels seront filtrés et n'arriveront donc pas dans votre boîte aux lettres, il y en aura encore environ 10 % qui arriveront. Il y a un petit risque, et c'est pour cela qu'il faut que le Conseil d'administration se prononce, le risque que quelques courriers soient traités comme des spams et ne vous arrivent pas.

Il faut que le Conseil d'administration se prononce pour décharger le CRI

de cet aspect.

**Un intervenant.-** J'ai un filtre spams à vérifier et dans « spam » j'ai des courriers importants.

**M. PREDINE.-** Ce ne sera plus du tout le même.

**Mme FLENET.-** Parce que la façon de traiter de ce spam n'est pas la bonne ; les messages sont tagués par exemple si quelqu'un utilise de l'HTML dans son message, s'il utilise de la couleur, s'il n'a pas mis de sujet, etc. Tout cela est traité comme du spam et cela pose problème.

Je pense que ce système sera différent.

**M. PREDINE.-** Ils changent complètement le système, c'est-à-dire qu'au lieu de trier en aval, il trie en amont.

**Mme FLENET.-** Oui, mais si c'est sur les mêmes bases, cela pose problème.

**M. PREDINE.-** Je ne pense pas parce que c'est basé sur le système de Dijon et là-bas cela fonctionne bien.

**M. BERION.-** Nous devons nous prononcer sur le risque ; est-ce que nous acceptons d'avoir un risque de 1 ou 2 % ou sinon nous continuons à recevoir des spams.

Tout le monde est d'accord ?

**M. PREDINE.-** C'est une solution qui a déjà été testée dans d'autres universités et dans d'autres structures.

**Le Président.-** Qui s'oppose à donner mission au CRI ?

**M. CAVALLI.-** C'est un système qui ne me plaît pas.

**M. BERION.-** Vous vous opposez ?

**M. CAVALLI.-** Oui.

**Le Président.-** Qui s'abstient ?

5 abstentions et 1 opposition.

Nous demanderons au CRI de venir nous présenter le dossier.

Nous passons au Conseil restreint.

*(L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h30)*